

BP43

**KPB - archief** **Archives PCB**  
eigendom / propriété HISPATK-PATHISC  
beheer / gestion DACOB & CARCOB

**PB / BP** **43**

75 43



B. P

54-80

notes et

43

Corresp.

BP43\_01

correspondance  
diverse



Transmis à B. Tase Hockick

pour information

avec pour de faire la lecture

parmi : ensemble des Bureau Politique

S. H.

B  
M. H. H.

H. H.

E. H. H.

PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

COMMUNISTISCHE PARTIJ BELGIE



23 février 1954.

Docteur Hirsch,

BRUXELLES

Mon cher Ami,

Au nom du Bureau Politique je te demande de m'envoyer, dès que cela sera possible, le protocole de l'examen médical auquel vous avez procédé Delattre et toi après le retour de Lalmand.

Nous insistons pour que vous nous donniez d'une façon très précise les mesures indispensables qui devraient être prises pour permettre à notre secrétaire général de travailler dans les conditions les meilleures.

Merci d'avance et bien amicalement,

Jean Terfve.

secrétaire national.



*Tous deux à Van Hoolick  
en plein de blanc pour le  
congrès au SP Samedi*

Cher Camarade,

Les Docteurs HIRSCH, LEMAITRE et moi-même avons examiné  
notre Camarade Edgard LALMAND.

Nous avons été heureux de constater que l'intervention  
chirurgicale qu'il avait subie n'avait pas entraîné d'aggravation  
manifeste de son état cardio-vasculaire.

Il faut noter cependant que nous examinions un patient  
venant de jouir d'une longue cure de repos.

Son traitement étant davantage d'ordre prophylactique  
que curatif, nous avons insisté sur l'importance des prescriptions  
suivantes :

- une activité limitée à 8 heures de travail en moyenne  
par jour avec un repos de une à deux heures à midi,
- dans la mesure du possible des soirées reposantes, de  
détente, avec réduction au minimum des réunions politiques,
- de longs week-ends en principe partant du samedi midi  
au lundi matin,
- la suppression des efforts physiques prolongés ou répétés;  
nous avons entre autre prié notre Camarade d'éviter les  
trop longs et trop nombreux meetings au cours de la campa-  
gne électorale qui s'annonce.

A côté de ces règles générales de vie dont l'application  
dépend à la fois du malade et de son entourage, nous désirons adresser  
quelques recommandations aux compagnons de travail de notre ami.

Dans l'apparition et le développement de ses troubles  
intervient un facteur nerveux; aussi, tous, doivent-ils s'efforcer de  
l'aider dans son travail, de lui supprimer les corvées non indis-

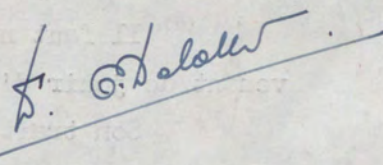


pensables et d'éviter tout sujet d'irritation qu'il n'est pas  
absolument nécessaire d'aborder.

Nous savons que ce sont là conseils de médecin qui ne  
sont pas toujours compatibles avec les besoins et les imprévus  
de la vie politique, mais la collaboration de tous est nécessaire  
pour protéger la santé de notre Secrétaire Général.

Nous restons tous trois à votre entière disposition et  
nous vous envoyons, cher Camarade TERFVE, notre fraternel salut.

Docteur E. DELATTE.

A handwritten signature in dark ink, appearing to read 'E. Delatte', is written over a horizontal line. The signature is fluid and cursive.



10 mars 1954.

Camarade Belattre,  
6, rue Henri Léonard,  
LA HESTRE

Mon cher Ami,

Nous avons bien reçu votre rapport  
collectif du 23 février et nous vous en remercions.

Des faits nouveaux sont malheureusement  
intervenues. Comme vous le savez sans aucun doute,  
notre ami est de nouveau au lit depuis une quinzaine  
de jours, atteint d'une jaunisse.

Cette situation ne laisse pas de nous  
inquiéter quelque peu. Je suis d'avis qu'il serait  
utile, d'ici quelques jours, de procéder à un nouvel  
examen pour en tirer les conclusions nécessaires.

Vous devriez, à ce sujet, prendre accord  
avec Hirsch.

Voulez-vous me tenir au courant d'une  
façon très précise des résultats auxquels cet examen  
aura donné lieu.

Merci d'avance et bien fraternellement,

Jean Terfve.

secrétaire national.



DOCTEUR EV. DELATTE  
CLINIQUE DE LA HESTRE

LA HESTRE, LE 26 mars 1954  
6, RUE HENRI LÉONARD

à Monsieur Jean TERFVE  
Siège du Parti Communiste  
Avenue de Stalingrad  
BRUXELLES

Cher Camarade TERFVE,

Je me suis informé auprès du Docteur HIRSCH de l'état de santé de notre ami Monsieur LALMAND.

L'ictère qu'il a présenté paraît à première vue bénin, mais seule l'évolution pourra confirmer mes impressions.

De toute façon, ce genre d'affection nécessite dans la majorité des cas un long repos.

Je ne crois pas, pour ma part, que notre Secrétaire Général pourra participer activement à la campagne électorale.

Je l'ai vu il y a peu de temps et je compte le revoir dans les semaines qui suivent.

Soyez certain que la santé de notre ami est un constant souci pour nous et que nous ferons tout ce qui nous est possible de faire pour le rétablir au plus tôt.

Soyez assuré, cher Camarade TERFVE, de mes bonnes amitiés.

Docteur E. DELATTE.

*E. Delatte*



à Monsieur Jean TERFVE

Siège du Parti Communiste  
Avenue de Stalingrad  
BRUXELLES.

Cher Camarade TERFVE,

Le Docteur HIRSCH et moi avons examiné notre ami Edgard LALMAND.

Au point de vue circulatoire nous avons tout lieu de nous montrer satisfaits; son affection loin de s'être aggravée à la suite de l'intervention qu'il a subie et de l'ictère dont il a souffert, s'est plutôt améliorée.

La jaunisse paraît en bonne voie de guérison.

Mais nous avons affaire à un convalescent qui n'a pas encore récupéré son poids d'une part et sa capacité de travail ordinaire d'autre part.

Aussi avons nous conseillé à notre ami LALMAND de travailler à mi-temps pendant les quelques semaines qui vont suivre.

Il sentira de lui-même le moment propice d'une reprise complète de travail.

Les conclusions que nous avons formulées lors de l'examen pratiqué au retour de notre Secrétaire général de Hongrie, à savoir l'aide à lui donner afin de lui éviter toute fatigue et tout ennui inutiles restent naturellement valables.

En restant à votre entière disposition je vous prie de croire cher Camarade TERFVE en mes sentiments les meilleurs.

Docteur E. DELATTE.

*E. Delatte*



Le Comité de la Section de Mons du Parti Communiste de Belgique s'étonne de trouver un article intitulé "Mons-Travaux de Voirie" dans la "Voix Borraine" du 25 janvier 1958;

Il déclare n'avoir mandaté personne pour traiter de ce sujet.

Il s'étonne que l'article commence par cette affirmation: "Des travaux d'amélioration des voiries principales de la ville de Mons ont été entrepris ces jours derniers." L'auteur de l'article doit avoir une vue particulièrement perçante, contrastant étrangement avec celle des Montois, peut-être particulièrement myopes.

Le Comité rappelle que jusqu'à ces jours derniers, tous les articles de la "Voix Borraine" concernant Mons étaient discutés en séance de comité et qu'ils reflétaient la ligne déterminée par les assemblées générales.

Il constate que l'auteur anonyme de l'article n'hésite pas à annoncer qu'il reviendra sur le sujet la semaine prochaine.

Le comité ne peut que trouver insolite que le ou les responsables actuels de la "Voix Borraine" et le secrétaire politique fédéral éprouvent le besoin de passer ~~au~~ <sup>au-dessus de</sup> la tête du comité de section au moment où la direction fédérale borraine a choisi de prendre comme porte-drapeau du Parti aux élections un camarade qui, systématiquement, depuis un an, a saboté le travail de la section et a pris publiquement une série de positions opposées à celles déterminées par les assemblées générales de la section.

Le comité rappelle que ces méthodes ont été condamnées vigoureusement par le Bureau Politique.

Le comité rappelle que l'action de la section a permis de remporter plusieurs succès à Mons et qu'elle a créé un courant de sympathie parmi la population, même dans des milieux très éloignés du Parti.

Il rappelle que cette action a reçu l'approbation chaleureuse du Bureau Politique et du Comité Fédéral, plus particulièrement de son secrétaire politique.

Le comité proteste donc contre <sup>la</sup> ~~cette~~ parution de l'article en question dans la "Voix Borraine". Il s'oppose à la publication de tout article sur la ville de Mons qui ne viendrait pas de lui ou, en tous cas, qui ne lui aurait pas été soumis.

Il déclare solennellement qu'il ne pourrait accepter une parution des commentaires annoncés quel qu'en soit l'auteur et que le secrétariat fédéral devrait supporter la responsabilité des conséquences de cet acte qui, dans les circonstances actuelles, devrait être considéré comme un désaveu de notre travail collectif et de notre action en faveur de la population.

Il suspendrait immédiatement la vente du "Drapeau -Rouge-Magazine" dans la ville de Mons et prendrait toutes mesures utiles pour informer exactement la population.

Il décide d'envoyer cette résolution au Bureau Politique et au Comité de la Fédération Borraine.

Le Comité de la Section de Mons du  
Parti Communiste

Jules DUEZ, secrétaire politique

Oscar Dequenne

Albert HENRY

Fernand LEFEBVRE

Lucienne LEFEBVRE-RAEPSAET

L. Raepa



ed. Belin

Ixelles, 30 Septembre 1958  
2 rue Emile Beuilliet

Mon cher ami ,

- 1) Je te signale pour ton information les articles suivants parus dans les dernières publications- articles qui peuvent t'intéresser par les sujets traités ou les tendances qu'ils révèlent .

Il entre dans mes intentions de procéder de cette manière le plus régulièrement possible afin de faciliter ton travail de documentation personnelle.

NOUVELLE REVUE INTERNATIONALE N°1. Septembre .

article de GLAESERMAN et OUKRAINTSEV, sur Le socialisme et l'Etat.

utile car la notion même de l'Etat est un des points d'achoppement les plus sérieux avec les alliés en puissance .

Je ne trouve pas le document décisif mais il aide à isoler certains points qui devraient être approfondis.

FRANCE NOUVELLE N° 674

article de BILLOUX sur Congrès Union Gauche Socialiste.

A côté d'appréciations éminemment justes- il souligne certains aspects des positions du P.C.F. qui rendent les rapprochements difficiles.

ETUDES ECONOMIQUES

Cahiers Economie Socialiste édités par les français.

N° 108 et 109

article de KRYLOV sur la contradiction dans le développement des forces productives.

article intéressant au point de vue théorique car il pousse plus à fond certaines notions théoriques sur le moteur du progrès

- 2) Afin de redistribuer au mieux le travail de documentation idéologique à accomplir par le B.P. collectivement , voudrais-tu me remettre pour vendredi , une petite note indiquant :

- les langues dans lesquelles tu es susceptible de lire sans difficulté les publications étrangères
- quelles sont les publications qui t'ont été confiées pour examen ?
- les possibilités que tu aies eues réellement de prendre connaissance de ces publications
- la limite précise de tes possibilités et l'ampleur de l'engagement que tu peux prendre de m'envoyer chaque semaine une brève note de lecture.

Bien amicalement ,

*Jean Terfve*

Jean TERFVE.



AU BUREAU POLITIQUE DU P.C.B.

L'assemblée générale des sections de Tubize et Clabecq, en sa séance du 7 février 1964, a décidé de demander au Bureau Politique du P.C.B. de réunir d'urgence, et par après, autant qu'il sera nécessaire:

1° Les camarades du Parti responsables des Mutuelles, en présence d'un ou plusieurs délégués du B.P. (notamment le camarade Georges Glineur)

2° D'établir des contacts nationaux réguliers entre délégués syndicaux des branches essentielles de l'industrie et notamment, de la sidérurgie et de la métallurgie.

TUBIZE, LE 7 FEVRIER 1964.



15 novembre 1971

Au camarade Pierre JOYE  
Place Ste-Cathérina, 13 a.  
1000 BRUXELLES

Mon cher Pierre,

Pour répondre aux questions posées sur les possibilités de développement de notre commerce extérieur vers les pays de l'Est, le Bureau politique demande que tu établisses une note concrète sur ce que la Belgique peut dès maintenant réellement offrir aux divers pays de l'Est.

Peux-tu le faire assez rapidement ?

Bien amicalement,

Marc.



11 décembre 1972

Au cam. Albert JUKMES  
rue St-Léonard, 102  
4000 LIEGE

Cher Camarade,

Le Bureau politique a estimé souhaitable de  
t'inviter à ses réunions.

La prochaine séance aura lieu

VENDREDI 15 DECEMBRE PROCHAIN A 9 H.30.  
=====

Nous comptons sur ta présence.

Bien fraternellement,

L. VAN GEYT.



C.C.P. 7420.88  
Banque de Bruxelles :  
Cpte n° 310-0760600-88  
R.C.B. 199.992  
T.V.A. 403.523.463

Distributeur général  
des Editions soviétiques  
Editions françaises  
et étrangères

Librairie  
"Du Monde entier" s.l.a  
162, rue du Midi, 1000 Bruxelles  
Tél. 02/13.07.91-92



v/rét.

n/rét.

Au Bureau Politique du  
P.C.B.

Avenue de Stalingrad, 20-29

1000 BRUXELLES.

Bruxelles, le 20 août 1973

Chers Camarades,

Depuis plusieurs années, je suis mis devant le fait accompli de la présence d'une librairie concurrente, celle du C.C.P. à la fête de la Presse et à d'autres manifestations du Parti.

Placé chaque fois devant une prise de position politique impossible, je suis obligé de céder.

Afin d'éviter que cela ne continue indéfiniment, je vous signale que la Librairie "DU MONDE ENTIER" ne participera plus à aucune manifestation à laquelle participera la librairie du C.C.P.

Si vous considérez que la présence du C.C.P. est indispensable, soit pour les quelques milliers de frs que cela pourrait rapporter, soit pour d'autres raisons inconnues et incompréhensibles pour moi, je serai obligé de conclure que vous considérez que le soutien de la seule librairie du Parti n'a aucune importance, et en tirerez les conclusions qui s'imposent.

Veuillez agréer, Chers Camarades, mes salutations fraternelles.



JEAN DOBBELSTEEN  
AVOCAT PRÈS LA COUR D'APPEL

CONSULTATIONS : LUNDI-MERCREDI ET  
VENDREDI DE 15 À 18 H.

TÉL. : 37.98.94 - C. C. P. : 23 18.70

IO60 BRUXELLES, LE 22 janvier 1976.  
11, RUE D'IRLANDE

Au camarade Louis Van Geyt  
Secrétaire National du Parti  
Communiste de Belgique  
c/o Fédération Bruxelloise  
Avenue de Stalingrad, 17  
1000 Bruxelles

Cher camarade,

Après avoir mûrement réfléchi et pesé la question, j'ai décidé de me désolidariser publiquement des positions prises actuellement par notre Parti.

Mes opinions sont en effet totallement divergentes de la politique dans laquelle le PCB est en train de s'enfoncer en se mettant à la remorque du PCF.

Il y a quelques jours, Jean DU BOSCH adoptait à la T.V., en qualité de représentant du Comité Central, une politique de pleutre.

Sans même relever le fait que la projection du film constituait une intervention dans les affaires d'un pays que nous avons toujours considéré comme ami, influencé, semble-t-il, par la politique des U.S.A. et faisant abstraction de tout sens critique, il admettait que ce film, réalisé dans des conditions que nous ignorons, puisse être relatif à un camp de concentration pour le simple motif qu'il s'agissait d'un terrain clôturé, occupé par des militaires et à évidence par des détenus.

Il oubliait, volontairement ou non, que nous possédons en Belgique plusieurs domaines similaires ou semblables, notamment à Dave réservé aux aliénés mentaux masculins, à Lovenjoul réservé aux femmes aliénées, à Marneffe pour les délinquants juvéniles et enfin un camp en Campinne réservé aux vagabonds.

Il était tout aussi lamentable en ce qui concerne le simple examen du film relatif à l'interview d'un pasteur baptiste(?) et d'émigrés qui avaient séjourné dans de soi-disant camps de concentration.

J'ai pour ma part relevé 2 détails qui me paraissent d'importance:  
1°) le pasteur a déclaré textuellement que la police soviétique avait arrêté 9 personnes à l'occasion d'une cérémonie religieuse qui en comptait 150.

2°) que plusieurs autres émigrés, les seuls dont on ait parlé en détail, étaient d'origine ukrainienne et avaient été précédemment déportés en Allemagne.

En ce qui concerne le 1°), je relève qu'en Belgique des Témoins de Jéhovah et des adeptes du Christ de Monfavet entre autres, ont été arrêtés et condamnés, non pas en raison de leurs convictions mais pour avoir contrevenu à certaines dispositions légales, et il en a été de même en France (non assistance à des enfants en danger de mort notamment)

En ce qui concerne le 2°), je me rappelle que les Russes avaient pra-

...



-tiqué la politique de la "terre brûlée" et avaient ordonné aux populations de se replier lors de l'avance de 1941, à la seule exception des partisans.

Je me souviens aussi que les Allemands ont affirmé à l'époque que cet ordre n'était pas suivi et que c'est ainsi que les soi-disant déportés s'étaient en réalité engagés volontairement pour l'ennemi.

Jean DU BOSCH, de plus, ne prit même pas la peine de répondre à l'argument habituel de la réaction relatif à "l'invasion" de la Tchécoslovaquie, admettant ouvertement qu'il s'agissait d'une erreur de la part des Russes, prouvant ainsi qu'il ignorait tout des provocations américaines et des complots fomentés en Hongrie dès 1956 et en Roumanie par la suite, sur une plus petite échelle il est vrai.

x x x

Le 19 janvier, Georges MARCHAIS, interviewé à la radio française dans l'émission "10 questions 10 réponses", reconnaissait que le PCF orientait sa politique vers un communisme national.

J'avais entendu, au début de la guerre, certains hitlériens affirmer qu'Hitler pratiquait le "national communisme".

Il s'agit en fait d'une tactique purement électorale que je <sup>ne</sup> puis accepter.

Je n'ai pas critiqué le fait que le Kominform ait été dissous, chaque pays devant nécessairement adopter des tactiques différentes eu égard à sa situation propre, mais de là à renier le principe de base de la dictature du prolétariat, il y a un fossé que je refuse de franchir.

Libre à vos instances de m'exclure.

Je désire toutefois préciser qu'il n'entre nullement dans mes intentions de provoquer une scission.

J'entends seulement pouvoir clamer mon opinion lorsque je serai comme d'habitude, interpellé par des confrères, des employés du greffe, voire des magistrats, ainsi que par des clients sympathisants.

Je souhaite de tout coeur que l'avenir me donne raison et qu'il ne s'agisse que d'erreurs momentanées.

Avec mes sentiments fraternels.

J. Du . . .  
Jean DOBBELSTEEN  
vétéran du Parti  
(I/II/1934 sans interruption)

P.S- Il entre évidemment encore moins dans mes intentions de rejoindre les rangs du parti communiste soi-disant révolutionnaire!



Bruxelles, le 5 décembre 1977.

/Au Bureau politique du PCB  
Au Comité fédéral de Bruxelles.

Chers Camarades,

Je ne puis admettre la publication dans le Drapeau Rouge (3-4 / 12 / 77) de prises de position comme celle que reflète le communiqué de la fédération liégeoise intitulé "L'anticommunisme et la crise". Non seulement il falsifie les conclusions de notre XXIIe congrès (le bilan du "socialisme réalisé" serait "absolument positif"), mais l'ensemble de ce texte reflète, sur le fond comme par son ton, une conception de la solidarité internationaliste qui, jusqu'à nouvel ordre, n'est pas la nôtre.

La publication de ce communiqué par l'organe de notre parti, qui a toujours refusé jusqu'ici le droit de tendances, soulève donc plusieurs hypothèses.

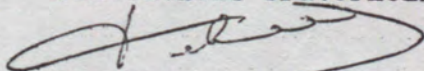
Ou bien la direction du parti est d'accord avec ce communiqué, et alors je me vois dans l'obligation d'exprimer mon désaccord formel avec elle.

Ou bien elle n'est pas d'accord avec ce qui est publié, mais dès lors il est urgent qu'elle le dise publiquement.

Troisième hypothèse: la direction du parti n'est pas tout à fait d'accord avec ce communiqué mais ~~lui~~ a accordé à la fédération liégeoise la liberté de le publier dans le Drapeau Rouge. Si telle est la réalité, cela entraîne une conséquence très claire: le droit pour chaque membre et chaque organisation du parti d'interpréter à sa guise la ligne du PCB.

Quelle que soit la réponse juste, j'aimerais bien la connaître. Et je crois que tous les membres du parti, tous ses sympathisants et tous les lecteurs du DR ont le droit de la connaître aussi et d'attendre de la direction du parti que soit levée toute ambiguïté à ce sujet.

Salutations fraternelles.



Jean-Paul Vankeerberghen,  
secrétaire politique de la section d'Ixelles,  
membre du Comité fédéral de Bruxelles.



J. Blume

PROJET.

Au camarade J.P. VANKEERBERGHEN.

Cher camarade,

Nous prenons acte de ton opposition à la teneur du communiqué du comité fédéral de Liège, paru dans le DR des 3-4 décembre.

On n'ignore pas que ce communiqué et, tout comme lui, bien d'autres textes qui paraissent dans le DR sont sous-tendus par des vues différentes, voire divergentes, entre militants du parti. Il faut faire en sorte que cette situation puisse être progressivement dépassée. Elle ne pourra l'être, assurément, que dans le respect des conclusions du 22e congrès. Mais encore convient-il de ne pas les tirer exagérément à soi. Nous t'invitions à les relire, telles qu'elles figurent aux points 13 et 32 du document édité après le congrès.

Il est certain que le communiqué de Liège reflète jusqu'à un certain point les conceptions qui prévalent très largement dans cette fédération. On se demande comment il pourrait en être autrement. De là à dire qu'il falsifie les conclusions de notre 22e congrès, il y a de la marge. Il faut traiter le débat dans le parti comme un processus et veiller à ce qu'il ne dépasse pas certaines limites. Si l'on s'arrête à un moment de ce processus et que l'on se met à vouloir régler des problèmes politiques internes au moyen de mesures autoritaires, nous irons tout droit à des drames, du moins dans les conditions actuelles de notre combat.

La constatation du fait qu'il existe actuellement dans le parti des courants d'opinion divergents et plus ou moins minoritaires n'a rien de commun avec la reconnaissance du droit de tendance. Il va sans dire que, dès le moment où un courant d'opinion va jusqu'à se constituer en tendance oppositionnelle, la discussion politique ne suffit plus et nos règles disciplinaires doivent jouer. Mais pareille transformation n'est pas fatale et avant d'en arriver aux mesures extrêmes, il faut d'abord épuiser toutes les possibilités du débat politique, avec fermeté quant au fond, mais aussi avec patience et tolérance.

Le comité central aura l'occasion de traiter de ces problèmes au cours des prochaines semaines.

Bien fraternellement  
pour le BP  
C.R.



PROJET

A la camarade Jacqueline HANQUART

15, avenue du Pesage,

1200 BRUXELLES.

*J. Blum*  
Chère camarade,

Tu exposes dans ta lettre du 9 décembre les raisons pour lesquelles tu désapprouves le refus du camarade Van Geyt de s'associer à la manifestation d'Amnesty International. Je te remercie d'y avoir accordé toute la place voulue, pour que tes idées à ce propos soient bien comprises. Ce n'est pas le cas de toutes les lettres qu'on nous envoie et c'est pourtant fort utile, car nous avons besoin de débats clairs.

A noter que l'abstention du camarade Van Geyt ne résulte pas d'une décision personnelle mais d'une décision du Bureau politique qui n'a pas, pour autant, déclaré la guerre à ce mouvement.

Amnesty International a évidemment le droit de considérer qu'il ne lui appartient pas de porter un jugement sur les systèmes politiques, économiques et sociaux. Mais, en tant que parti politique, nous avons le droit, nous, et même le devoir, de porter un tel jugement et de donner la priorité aux critères politiques, économiques et sociaux. Nous ne demandons pas à Amnesty International d'en faire autant, mais à partir du moment où elle organise une manifestation qui, précisément, met tous les systèmes dans le même sac, il nous est tout à fait impossible de mélanger notre action à la sienne.

Je t'invite à relire à ce propos l'ensemble des positions prises par le parti lors de son 22e congrès, points 13 et 32 du document. Ces positions sont incompatibles avec celles d'Amnesty International dans la mesure où cette organisation amalgame l'URSS et le Chili, Cuba et l'Afrique du Sud, etc.

Le parti attache une grande importance aux droits de l'homme. Mais sa conception des droits de l'homme est marxiste; je te renvoie sur ce point à l'article du camarade Jean Terfve dans les "Cahiers marxistes" de novembre. Dans ce domaine important de la lutte idéologique, nous combattons d'abord et avant tout les forces impérialistes et réactionnaires qui, si elles triomphaient, ramèneraient l'humanité à la barbarie. C'est en fonction de ce combat vital que, d'une part, nous pouvons coopérer dans la clarté avec des gens qui ont des vues différentes des nôtres sur le problème des droits de l'homme et que, d'autre part, nous refusons de cautionner des pratiques qui, tels les procès de Prague, nuisent "de l'intérieur" au développement des luttes révolutionnaires et anti-impérialistes.



2.-

Tu écris que tu ne peux accepter "que des détentions arbitraires et autres traitements soient appliqués pour des délits d'opinion dans des pays socialistes". Permits-mo de te faire remarquer que nous ne disons rien d'autre et que le camarade Van Geyt le rappelle encore dans sa lettre à Amnesty International . Aussi la question n'est-elle pas là. La véritable question est celle que le document issu de notre 22e pose fort clairement. Oui, nous condamnons tout ce qui est condamnable à nos yeux, mais nous ne nous laisserons pas entraîner sous la pression intense à laquelle l'ennemi nous soumet, d'abord pour nous diviser , sur des positions idéologiques et politiques qui ne sont pas les nôtres. Bien entendu, quand je parle de l'ennemi, je ne songe nullement aux personnes généreuses qui forment le gros des membres d'Amnesty. Je pense aux manipulateurs de l'opinion qui, comme toujours, ont l'intelligence de faire porter leur principal effort d'intoxication sur des courants d'opinion idéologiquement vulnérables et qui sont les mieux "placés" pour transmettre leurs troubles au sein de notre parti. Il n'y a aucun inconvénient à ce que tu sois membre d'Amnesty International. Il y a beaucoup de communistes dans des organisations diverses dont l'idéologie dominante n'est pas la nôtre. Mais le parti est en droit de demander à tous ces camarades de ne pas perdre pour autant leur identité idéologique et politique.

Bien fraternellement

.....



Le 5 décembre 1977.

*Aux membres du B.P.*

*(y compris LV6)*

Au Camarade Louis Van Geyt,

Cher Camarade,

J'ai bien reçu l'ordre du jour de la réunion du C.C. du 17 décembre prochain.

Pendant l'année 1977, j'avais la responsabilité de la Commission des Affaires étrangères.

Je suis obligé de constater que cette commission, prise dans son ensemble - à l'exception du groupe de travail C.E.E. - n'a pas fonctionné

Je ne pense pas avoir la possibilité de remédier à cette situation en 1978.

Je désire, dès lors, ne plus être chargé d'une responsabilité que je ne suis pas à même d'exercer effectivement. Je suis, par contre, d'accord de continuer à occuper du groupe C.E.E. J'étais, d'autre part, membre de la section des Affaires étrangères.

Je suis également obligé de constater que cet organisme n'a pratiquement pas fonctionné, les réunions, rares et irrégulières, ne donnant lieu à aucun travail suivi.

Ne voyant pas non plus la possibilité, pour ma part, de remédier à cette situation, je désire également ne plus être membre d'un organisme au fonctionnement aussi défectueux.

Je te saurais gré de communiquer ces deux décisions au B.P. et au C.C.

Cordialement.

Jean Du Bosch.



Th. Dejace  
21, rue du Snapeux  
4.000 Liège.

Liège, le 26 février 1978.

Cde Louis Van Geyt et les membres du  
Bureau Politique du P.C.B.

Chers Amis,

Aux Camarades qui me pressent de questions sur les positions qui surgissent dans le D.R. et qui sont surtout le fait de quelques camarades qui sont bien décidés à nuire aux pays socialistes, je répondais souvent : patience, regarde telle ou telle attitude de Louis Van Geyt ; il y a une lente amélioration mais il y en a une.

Mille regrets, mais en disant cela je me fais passer pour un con.

Il n'y a pas d'amélioration et vous êtes tous complices, sauf erreur.

Le rapport de Claude Renard qui a été servi au C.C. sans information préalable aux membres du C.C. eux-mêmes puis qui a été imprimé avant toute discussion dans le Parti, était bel et bien une plateforme de rupture de la solidarité avec les partis frères.

Le procès verbal de la discussion, publié par le D.R., a été honteusement déformé et si j'avais eu le droit de vote, j'aurais cette fois carrément voté contre.

J'avais même perdu tout l'envie de vous écrire. Mais l'article de Pierre Joye - D.R. du 24 février 1978 - Progrès et problèmes de l'industrie soviétique - et celui de Rosine Lewin - Trente ans, après le coup de Prague - m'obligent à sortir d'un silence qui serait de la complicité.

Pierre Joye - bien qu'il ait eu des rapports privilégiés hélas ! avec des spécialistes de l'économie soviétique - a-t-il discuté de son papier avec les Soviétiques avant de le publier ? Il ne l'a certainement pas fait. Ce serait trop marxiste. Il me donne l'impression d'avoir comme ceux que nous combattons, profité de critiques ou d'études publiées dans la presse soviétique, pour en tirer que l'économie soviétique avait aussi sa maladie. Cela correspond parfaitement avec les efforts de nos ennemis pour inciter la classe ouvrière à renoncer au socialisme. Et tout ce qui est dit au début de l'article pour souligner les succès de l'économie soviétique, n'est qu'un moyen de donner plus de poids encore à la critique de cette économie.

Rosine Lewin procède de la même façon dans son article. Après s'être donné le genre de défendre le coup de Prague, deux ~~zzzzz~~ cinquièmes de son papier sont l'occasion de ravalier la Tchécoslovaquie au rang de colonie de l'U.R.S.S. C'est aussi exactement ce que nos ennemis désirent entendre dire particulièrement par la presse communiste.

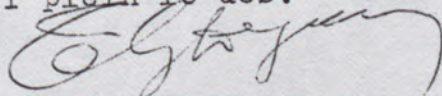
Quand et comment les communistes belges qui ont gardé la certitude que la victoire du socialisme balayera l'impérialisme et l'opportunisme, pourront-ils l'exprimer dans leur journal ?

De quel droit nous empêchez-vous de discuter vos positions qui risquent de faire de la Fédération de Bruxelles en tout cas quelque chose que le Parti ne pourra plus maîtriser, quelque chose qui empoisonne particulièrement l'esprit de la jeunesse.

J'ai gardé tout mon esprit critique même à l'égard des partis frères que vous m'empêchez d'ailleurs de mieux connaître. Mais vous, vous abusez de plus en plus du centralisme démocratique pour fermer la bouche à tout esprit en contradiction avec le vôtre.

Il fallait que vous sachiez que j'en ai plein le dos.

Th. Dejace





Th. DEJACE,  
rue du Snapeux, 21  
4000 LIEGE

Liège le 19 juin 1978.

Membre honoraire du  
Comité central auquel il  
milite depuis 1943.

Aux membres du Bureau politique.

Chers camarades,

Le document que je vous expédie ne peut étonner ceux qui ont eu connaissance de la note que j'ai envoyée avant le 20 mai ( date de mon départ au Congrès de la Fédération Internationale des Résistants) - au camarade Jean Blume. Celui-ci m'avait dit que je le défende devant le Comité central mais j'ai dû y renoncer à cause du caractère étriqué du CC du 17 juin.

Mais ce comité central a renforcé chez moi la conviction qu'une majorité agissante du Bureau politique voulait préparer le Congrès National dans une orientation plus réformiste encore alors que le Parti en est déjà malade au point de ne réagir que très mollement au sort que cette majorité lui impose à la faveur d'un appareil et d'un environnement qui ne sont d'ailleurs pas représentatifs de nos trois régions nationales, ceci soit dit sans haine à l'égard de quiconque mais uniquement dans l'intérêt du Parti et de la cause qu'il devrait défendre. Après le Comité central du 17 juin 1978 et pour que le Congrès n'aggrave pas la situation actuelle du Parti, pour permettre tout simplement et à temps une réflexion véritable de tous, y compris ceux que je range dans la majorité actuelle du Bureau politique, je pense qu'il faut opposer à la ligne actuelle, un document contradictoire clair et net.

C'est le document que je vous communique volontairement simplifié et polémique pour que la discussion au Congrès et dans sa préparation ne soit pas un entérinement voire une aggravation de l'orientation du passé à travers des rapports où le clair obscur serait favorable à une accentuation de nos erreurs.

Il ne s'agit pas de se chercher querelle mais de chercher honnêtement et démocratiquement la voie la plus juste possible.

Je vous prie chers camarades, d'agréer mes fraternelles salutations.

Th. Dejacé.



NOTE DE TH. DEJACK

21, rue du Snapeux,

4000 LIEGE

Membre honoraire du CC auquel il

milite depuis 1943.

Liège le 19 juin 1978.

### CHANGER DE CAP DANS LA POLITIQUE DU PCB.

Après le CC du 17 juin 1978, il est devenu clair qu'une majorité du Bureau politique se prépare non pas à donner la parole à la base, mais à orienter les débats dans un sens plus réformiste encore que le niveau atteint depuis le précédent congrès national.

Il est tout aussi clair qu'au nom du centralisme démocratique, l'avis de la majorité du Bureau politique sera peut-être le seul proposé au Parti alors qu'un Congrès doit être l'occasion d'une discussion contradictoire.

La position de cette note est donc opposée à celle de la majorité du Bureau Politique, pour être discutée, contrairement avec la sienne, jusqu'au Congrès national.

Le Bureau politique ne cache plus que des courants contraires s'expriment dans le Parti et le Comité central lui-même donne des signes de ses hésitations. En conséquence, il faut donner libre cours à la discussion et ne pas imposer à tout prix un point de vue majoritaire du sommet au Parti.

-----  
Pourquoi est-il temps d'avoir une discussion approfondie?

1°- Parce que le Parti s'affaiblit dans tous les domaines ( la démonstration est aisée à faire).

2°) Parce que le Parti est en porte à faux par rapport à la solidarité internationale avec tous les partis communistes et ouvriers dans leur diversité ( voir la Conférence de Berlin de juin 1978 ) et que le Parti ainsi que sa presse ont été ouverts à la pression de nos adversaires.

3°- Parce que l'opportunisme en matière de politique étrangère le conduit à l'opportunisme en matière de politique intérieure et que la majorité du Bureau politique ne semble plus considérer que l'heure du socialisme approche et qu'elle renonce de plus en plus à chercher les voies du socialisme sur le plan national et sur le plan international. Cela impose au Parti un choix, un changement de ligne et un changement de direction nationale

### SITUATION INTERNATIONALE.

Le camp du socialisme et de la paix ( vu dans son sens le plus large) se fortifie de semaine en semaine malgré les soubresauts de l'impérialisme et les guerres locales qu'il déclenche ainsi que la propagande malhonnête qu'il amplifie sans cesse pour freiner la marche en avant du socialisme et de la paix, pour entretenir la division et semer la crainte dans les rangs toujours plus nombreux des adversaires qu'il enfante lui-même.

Ce camp se fortifie et enregistre des succès comme ceux de la Conférence de Helsinki et même celle de Belgrade qui n'a pas pris de contrepied de la première, malgré la trahison toujours plus prononcée du Gouvernement chinois et malgré les flirts avec l'eurocommunisme.

Ce camp se fortifie par le nombre de pays où le peuple adopte la voie du socialisme, à travers son expérience propre, dans tous les continents.



Dans une situation pareille, le seul chemin du bon sens et du redressement du Parti, c'est la solidarité internationale entre toutes les victimes et tous les ennemis de l'impérialisme, y compris les partis frères, quelle que soit l'étape à laquelle ils sont parvenus dans la lutte pour le socialisme ou pour un progrès vers le socialisme, quelles que soient leurs difficultés et leur situation géographique dans le monde.

Les gouvernements occidentaux et les multinationales ainsi que leurs partis politiques renforcent sans arrêt notre dépendance nationale des USA et de l'Allemagne fédérale, la dépendance de notre économie de la fabrication et du commerce des armes. En Afrique, la vie de nos miliciens et de nos volontaires vient d'être engagée dans de nouvelles aventures néo-colonialistes. Les USA avec toutes leurs bases militaires, avec l'OTAN, l'Allemagne fédérale et d'autres états satellites, avec ses dépenses militaires astronomiques, se veut de plus en plus le dictateur et le gendarme du monde en évolution. Cela devient de plus en plus clair pour un grand nombre de gens de chez nous même s'ils ne sont pas encore décidés à y mettre fin.

#### LA SITUATION NATIONALE.

La majorité du Bureau politique cherche la place du Parti et de notre pays, non pas dans le camp des forces progressistes mais dans une troisième force entre les deux camps sous prétexte que la population belge ne veut pas aller au-delà dans les circonstances actuelles. Elle abandonne donc le combat de classe avant de s'y inscrire (car la lutte de classe nous est imposée par le capitalisme). C'est ce qui explique qu'elle ne cherche plus des alliances, quoi qu'elle dise, avec les partis frères et les grandes organisations ouvrières et progressistes. Malgré l'échec de l'UDP, elle cherche encore à s'allier avec des mouvements qui mettent l'URSS et les USA dans le même sac et qui font le siège du Rassemblement liégeois pour la Paix en vue de le détruire ou de le faire basculer dans l'antisoviétisme.

Son devoir de classe serait d'entrer dans les luttes ouvrières et progressistes qui sont seules capables d'unir les adversaires des multinationales pour leur prendre progressivement le pouvoir politique et obtenir le contrôle ouvrier sur les moyens de production. La FGTB et dans une certaine mesure la CSC mais aussi les classes moyennes et la paysannerie, cherchent la direction politique dont elles ont besoin pour conduire leurs luttes vers des changements politiques importants et non vers le réformisme impuissant. Le Parti communiste ne peut y avoir sa place que s'il la gagne par sa détermination à vouloir le changement.

Puisant ses modèles en France, en Italie et en Espagne dont la situation est très différente, la majorité du Bureau politique fait le jeu du réformisme qui chez nous est de loin le plus fort, et elle enlève toute crédibilité à la nécessité et à l'efficacité d'un Parti communiste en Belgique.

Et elle achève notre malaise en s'alliant avec des marginaux plutôt qu'avec les forces ouvrières et progressistes en mouvement.

Il faut changer de cap. Nous n'avons rien à perdre puisque la politique actuelle nous cloue dans la stagnation depuis 1954 (Vilvorde) où en corrigeant notre sectarisme (et il fallait le faire) nous avons peut-être commencé à glisser dans l'opportunisme.

Les membres et surtout ceux dont nous avons le plus besoin - les travailleurs - expriment leur opposition à la majorité du Bureau politique en se retirant du Parti, en refusant sa presse ou, au minimum, en cessant d'être actifs.

#### IL FAUT EN SORTIR.

Le changement de ligne et de direction que nous proposons, fera revenir les membres au lieu de les laisser s'égarer chez les gauchistes pour quelques uns, soit au PSB pour un certain nombre, soit dans l'apolitisme pour la plupart.



Notre ligne ne peut être dictée par la masse des moins conscients, ou par des alliés sur des aspects partiels de la lutte pour le désarmement et pour le socialisme. Des compromis sont nécessaires pour progresser vers la paix et le socialisme. Mais ces compromis ne peuvent devenir notre ligne sous peine de disparition du Parti communiste. Notre ligne ne peut s'infléchir au gré des alliances qui doivent porter en avant et non nous ramener en arrière.

L'indépendance du Parti est nécessaire vis-à-vis des autres partis quels qu'ils soient mais elle est encore plus nécessaire vis-à-vis des ennemis du socialisme et des alliés de l'impérialisme.

Les mots d'ordre de dissolution des blocs militaires et de désarmement ne peuvent avoir de succès que si les pays socialistes, les pays de non alignement, les pays du Tiers Monde, les forces ouvrières et progressistes du monde entier luttent sur un même front pour faire triompher ces mots d'ordre.

De même pour l'approche du socialisme en Belgique, l'unité d'action des victimes du capitalisme décadent ne peut se fortifier en faisant des concessions rétrogrades. Il ne s'agit pas de revenir au sectarisme mais de rompre avec l'opportunisme de fait, même s'il n'est pas avoué par ses auteurs.

Th. DEJACE.



P.C.B.            Parti communiste de Belgique

Bruxelles, le 6 juillet 1978

Au Camarade Théo Dejace,  
rue du Snapeux, 21  
4000 LIEGE

Cher camarade,

En dépit de ta référence à ta note du 20 mai au camarade Jean Blume, le Bureau politique a pris connaissance avec quelque étonnement de ta lettre du 19 juin et du texte joint.

En effet, ces deux écrits sont conçus comme si les documents préparatoires au 23e congrès émanaient du seul Bureau politique - ou plutôt d'une majorité "agissante" (?) de celui-ci, dont tu mets d'ailleurs étrangement en cause la représentativité en regard de nos trois grandes régions - et comme si le Comité central ( d'abord en trois groupes de travail, et ensuite en séance plénière) n'en avait pas dûment délibéré.

Car en aucun cas, le Bureau politique ne peut partager ton appréciation sur le "caractère étriqué" du Comité central du 17 juin, lequel t'aurait prétendument contraint à renoncer à y défendre les idées contenues dans ta note déjà citée. Il y a en effet un monde entre la méthode retenue par le Comité central, qui consistait à axer la discussion sur les idées contenues dans les documents préparatoires au Congrès, plutôt que sur leur mise au point textuelle et le fait de renoncer à poser en toute clarté devant le Comité central, comme il t'était parfaitement loisible de le faire, le problème d'une contestation globale et frontale de l'orientation proposée dans les documents , et de l'opposition à ceux-ci, d'un "document contradictoire" tel que celui que tu as adressé au Bureau politique 48 heures plus tard.

Les choses étant telles, le Bureau politique a estimé devoir s'attacher par priorité à exécuter le mandat qui lui a été confié par le Comité central unanime, à l'issue de sa session du 17 juin, à savoir: veiller à la mise au point, en vue de leur publication avant la rentrée, des documents préparatoires au Congrès, sur la base des délibérations du Comité central, qui a exprimé son accord avec l'orientation proposée par trois votes très largement majoritaires ( puisqu'il n'y eut qu'une abstention pour le document "L'action actuelle du Parti et ses perspectives", 2 votes contre et 1 abstention pour le document " La solidarité internationaliste" et une abstention pour le document "Le Parti").

Le Bureau politique considère par ailleurs que, compte tenu de ces délibérations, il n'y a nullement lieu de mettre en cause la règle qui veut que la discussion générale qui va se développer dans tout le parti, à partir de la rentrée de septembre, pour aboutir au Congrès de décembre, se déroule au départ des documents du Comité central, et non de la présentation "parallèle" de ces documents et d'un ou plusieurs "documents contradictoires" tel que celui que tu nous a adressé.

Rien ne s'oppose, bien entendu, à ce que le texte joint à ta lettre soit publié dans la "Tribune de discussion", qui sera ouverte dans les colonnes de notre presse, comme lors de la préparation de chacun de nos Congrès.

Dans l'entretemps, le Bureau politique compte d'ailleurs bien informer le Comité central, aussitôt que le permettra le calendrier des vacances, de la teneur de ta lettre et du texte joint, ainsi que de sa propre appréciation à leur propos.

Reçois, cher camarade, nos fraternelles salutations,

Pour le Bureau politique,

L. VAN GEYT





## PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

BRUXELLES, le 6 SEPTEMBRE 1978

PHILIPPE DELTOUR,  
ANDREA NEVE,  
66, rue V. greyson,  
1050 BRUXELLES.

Chers camarades,

Votre lettre du 29 août ( vous la datez du 29/10 mais c'est évidemment une erreur) me laisse perplexe quant à son objet véritable. Je ne parviens pas à y voir, par exemple, si vous êtes d'accord ou non sur la condamnation de l'intervention militaire de 1968: condamnation prononcée par le BP et le CC et confirmée et explicitée par les travaux du 19e congrès de notre parti.

Cette incertitude baigne donc d'équivoque la question posée par vous: "Le parti n'a-t-il donc plus de mémoire ?".

Ayant été témoin des événements, comme tout le monde d'abord en tant que dirigeant du parti ensuite, et enfin en tant que président de la commission internationale du Congrès d'Ostende ( novembre 1968) je tiens à rafraichir votre mémoire - et la mienne par la même occasion. Personne, en effet, ne peut se prétendre seul dépositaire de la mémoire du parti.

Je vous livrerai quelques éléments historiques, dans le but de vous aider à équilibrer votre jugement.

1. Tout communiste suivant avec un minimum d'attention la vie internationale a du être intrigué, aux lendemains des XXe et XXIIe Congrès du PCUS, par l'attitude du parti et du gouvernement tchécoslovaques. La Tchécoslovaquie resta longtemps le seul pays socialiste où nul effort de réhabilitation de militants injustement condamnés ( Rajk, London et leurs compagnons, par exemple) ne fut fait. Je suppose que cela ne vous a pas échappé.

2. Au début de ce qui est appelé couramment "le printemps de Prague", nous avons eu de source non suspecte ( le CC du P.C.T. lui-même) l'explication de difficultés ( d'ordre économique et social, notamment) qui paraissaient anormales pour un pays socialiste doté d'une classe ouvrière techniquement expérimentée et porteuse de riches traditions syndicales. Une part importante

.../...



de cette explication portait sur la restriction, sinon la suppression, de droits syndicaux élémentaires. Une autre part avait trait à un gonflement anormal des effectifs du parti, parallèlement à un travail idéologique insuffisant. Je cite spécialement ces deux phénomènes parce qu'ils ont eu leur reflet évident dans le désordre et l'incohérence de certaines réactions "d'après Novotny". Il n'en reste pas moins vrai que "l'après Novotny" était nécessaire et que notre parti, comme pas mal d'autres partis frères, l'a accueilli favorablement, sans sous-estimer cependant les difficultés de mener à bien dans la sérénité une telle opération.

3. C'est si exact, que feu notre Président Ernest Burnelle fut un des premiers initiateurs d'une démarche internationale ayant pour objectif une réunion des partis communistes de toute l'Europe, en vue d'apporter une aide politique et pacifique - aux communistes et aux travailleurs de Tchécoslovaquie.

L'échec de cette initiative, peu importe aujourd'hui qui en fut responsable. Mais il pesa lourd dans la balance, peut-on penser.

4. Sur la lancée de cette orientation, confirmée par nos positions d'août 1968, notre 19<sup>e</sup> congrès (Ostende) procéda à une analyse approfondie des caractéristiques positives et négatives de la démocratie socialiste à l'époque présente, à partir notamment de l'expérience tchécoslovaque, toute récente encore. Il faut relire les documents de notre 19<sup>e</sup> congrès. Ils restent parmi les plus riches que notre parti ait produits. Le travail collectif dont ils sont la résultante fut énorme, d'ailleurs :

5. Il est exact que nous n'avons jamais voulu payer le tribut au culte "de la personnalité de Dubcek" ou d'une "ligne Dubcek" quelconque. Ce que certains de nos camarades, dans le feu des polémiques, étaient tentés de faire. Mais toute discussion quelque peu ardente engendre de ces outrances. Il faut le savoir.

6. En vertu de ce qui précède, je crois pouvoir dire que le seul reproche qu'on puisse faire au "printemps de Prague" est d'avoir été trop longtemps retardé par des procédés coercitifs. Il faut être sévère - je crois que vous serez d'accord là-dessus - pour les conceptions politiques qui ont empêché un mouvement populaire naturel et légitime de s'exprimer avec toute l'harmonie désirable.

7. Je suis surpris de constater que votre indignation ne se dirige nullement vers les auteurs - dont personne ne connaît encore les noms - du fameux appel destiné à justifier l'intervention militaire. Personnellement, je n'oublierai jamais cette anomalie profonde - je pèse mes mots. Un révolutionnaire authentique, prétendant garantir les destinées d'un état socialiste et faisant appel à l'aide militaire d'états amis, n'a aucune raison valable de se cacher ni ayant, ni pendant, ni, à plus forte raison, après les faits. Au contraire, il devrait s'affirmer avec fierté ; s'il croit que sa cause était juste, bien entendu. A côté de cela, les erreurs et les outrances de "l'après Novotny" sont peut de chose, je pense.



3-

Tout cela étant dit, je crois que votre lettre est mal ajustée.

Vous critiquez des articles exprimant de manière correcte les positions de notre parti.

Je pense qu'ainsi vous donnez cours, à contre-temps, à un énervement que je partage, touchant la désinvolture avec laquelle, trop souvent le "Drapeau Rouge" traite de problèmes internationaux délicats et douloureux. J'ai eu l'occasion d'adresser au journal, au nom du Bureau Politique, une courte lettre de remontrance à ce sujet. Ce genre de critique peut être utile. Encore faut-il frapper juste.

Excusez-moi de vous répondre sous cette forme un peu hâchée, mais j'ai rédigé cette lettre en hâte. Espérons que notre discussion se poursuivra verbalement, au cours de la préparation du Congrès.

Fraternellement,

Jean BLUME,  
Membre du Bureau politique



ROSINE LEWIN

63, boulevard Maurice Lomonnier  
1000 Bruxelles

Mon cher Louis ,

Voici la note sommaire que je t'ai promise ..

Pour aborder les problèmes de fonctionnement du parti ,il me semble qu'il faut partir d'un constat : au moins deux changements profonds sont intervenus depuis 20/30 années dans les motivations militantes des communistes ..

1/- le socialisme en Belgique n'est pas à la portée de main d'une génération .Il n'y a donc aucune frénésie à déployer pour atteindre cet objectif .On a le temps .L'héroïsme ,ça peut se pratiquer pendant une période limitée .Plus question de ça .

2/- le socialisme dit réel a cessé depuis longtemps d'être un pôle d'attraction<sup>en Occident</sup>/.Au contraire,il crée aujourd'hui parmi les anciens fidèles des allergies et des questionnements passionnés -et parfois chez les jeunes, une aversion ouverte ..

Ces deux facteurs ont cassé un certain type de militantisme du passé, fervent jusqu'à l'aveuglement , généreux jusqu'à la sainteté ..

Il faut admettre sans nostalgie que ce temps est révolu .

Les militants communistes de 1980 veulent vivre "normalement", càd avoir une vie de couple ,de parents ,la plus harmonieuse possible.Ils ne sont pas prêts à renoncer à du repos , à des échanges culturels , des loisirs "gratuits" .Cela limite très sérieusement leurs disponibilités pour le parti . Cela devrait nous engager à encore mieux soigner les affectations de cadres ,la distribution de responsabilités.

Sur ce fond général ,je perçois des besoins auxquels le parti répond mal et auxquels la Lettre des 84 a fait écho , cristallisant un malaise latent .Un malaise qu'il faut prendre au sérieux ..

- pour le militant local ou même fédéral ,il manque souvent de lieux pour discuter à l'aise de problèmes ne relevant pas de l'actualité immédiate: pas d'occasion en assemblée de base ,pas de temps en réunion fédérale .Même si ce n'est pas toujours vrai ,c'est ressenti de cette manière .Les niveaux local et fédéral du PC ne sont pas forcément prêts à aborder calmement des discussions sur les pays socia-



listes ,qui passent dès lors pour tabou .Dans ce domaine,il y a des vérités qu'on peut dire ,mais pas écrire .Tout cela suscite crispations et malaise ..

- pour pas mal de militants , il y a comme une souffrance parce que nous n'avons pas assez prise sur le réel .C'est en partie le reflet d'une situation réelle .Mais c'est aussi, je crois,lié à une appréhension insuffisante de ce que fait le parti,sous des formes très diverses .Il y a une information -horizontale,oui- qui manque, et que ne donnent ni le DR ,ni Faits et arguments .
- pour le surplus , certaines de nos réunions - à commencer par le CC- sont généralement ennuyeuses comme la pluie .Elles n'incitent pas à la créativité ,n'invitent pas à un dialogue véritable.La présidence est toujours insipide,impersonnelle .Le plus souvent, le rapport est "fermé" , en ce sens qu'il y a tout au plus à raffiner par ci-par là , à apporter des illustrations et surtout à approuver . A une époque où l'idée de participation a fait de tels progrès , ce style de travail est anachronique et de plus décourageant .. Les jeunes qui débarquent là-dedans .....

Quelques propositions , en vrac

-revoir q'il n'est pas possible d'investir plus de cadres permanents dans la liaison avec les fédérations ,pour animer mieux et suivre de plus près le travail politique de base .

- 2 exemples :-le travail parlementaire devrait être sérieusement évalué: voir ce qu'il coûte en énergies (depuis LVG à Zoé, en passant par Rosie,Anne,Roel et les autres)et ce qu'il rapporte .Je suis partisan d'un allègement des investissements dans ce secteur
- idem dans les relations internationales qui absorbent beaucoup de monde.
  - accessoirement ,ne peut-on remplacer Van Borm par un vrai cadre politique et augmenter la productivité de Marianne?

-encourager la tenue,à l'instar de ce qui se passe à Gand ,de réunions mensuelles "libres" ,sur des thèmes à la carte,proposées soit par le bureau fédéral,soit par une section . Réunions "libres" parce que ne débouchant pas forcément sur des tâches pratiques , et introduites très brièvement .. Thèmes possibles : 36 heures , Rencontre de Paris , Autogestion - droits de l'homme - L'Unss et,la paix,etc.



- prévoir dans le DR (et dans la RV?) des tribunes de discussion hors congrès, sur des thèmes précis et au cours de périodes limitées. Ex: sport et politique, PC et comités pluralistes, place de la culture dans l'action ouvrière ....
- admettre et éventuellement encourager les CM à publier des textes d'étude et de recherche sur les problèmes du socialisme
- dans la préparation du CC et des conseils régionaux/communautaires, à défaut de pouvoir envoyer des documents d'avance -ce qui est de nature à nourrir le débat - ne peut-on s'engager à envoyer une note et des questions, pour au moins centrer le débat et susciter des apports .. Ex : le projet fédéraliste de l'interrégionale wallonne de la FGTB est-il mobilisateur ? Est-il possible à votre avis que des actions de masse se déroulent avant les vacances contre le programme gouvernemental ?
- enfin veiller à ce que le CC qu'élira le congrès de 82 soit composé de telle sorte qu'on puisse en exiger plus, en tant que direction collective. On n'est absolument nulle part à cet égard.. L'écrasante majorité des membres du CC se considèrent comme des représentants de fédérations. A-t-on une vue sur les interventions au CC et les activités en tant que membres du CC ?



Bruxelles, le 26 avril 1980

Aux camarades du Bureau Politique

*Distribuer*

Chers camarades,

Echange de bons procédés : permettez-moi de vous remercier pour votre réponse à la lettre collective du 12 mars. Afin qu'ils prennent une forme positive, ces remerciements s'inscrivent en tête de quelques remarques qui, sans appeler une nouvelle réaction, voudraient cependant témoigner du sérieux avec lequel nous avons signé ce message "inusité".

A mon sens, cette lettre visait à susciter un débat sur deux ordres de problèmes, les uns liés à la théorie qui soutient nos actions, les autres aux modes d'organisation de notre parti. Pourquoi une lettre ? C'est que, comme vous le notez, existe "le sentiment d'une certaine impuissance à agir au niveau de notre section de base". Mais précisons: il ne s'agit pas d'une difficulté d'adaptation mais de la considération du rôle fonctionnellement limité de la cellule ou de la section : travail quotidien lié à la concrétude de l'entreprise, dans mon cas, de l'université. Eventuellement se discutent les questions internationales ou certains problèmes de fond. S'y prépare aussi le congrès. Mais où puis-je exprimer soit des considérations générales non directement liées à l'actualité, soit mon point de vue sur une question particulière ? Il est évident que la stricte voie hiérarchique amène la disparition d'idées générales, parfois imparfaitement exprimées, au profit des questions du jour: efficacité oblige et c'est un point de fait que je ne conteste pas. Je réitère pourtant où ?

Dans la mesure où nous laissons supposer qu'il y a nécessité de dialogue, donc de démocratie (ce qui implique que le parti ait la capacité de dialoguer), j'ai signé le texte du 12 mars pour souligner que notre conception du passage au socialisme ne peut être dissociée de la création d'une dynamique de la discussion. Certes pas d'un débat infini sur l'URSS (qui m'importe peu): mais définition d'un lieu, hors congrès, où se développerait l'échange. Affirmer que "discussion, vie politique et recrutement sont indissociablement liés à l'ouverture vers l'extérieur" postule que seule l'ouverture vers l'extérieur d'un certain nombre de débats portés sur la place (relativement) publique est susceptible de prouver la démocratie interne du parti, l'accord de la théorie et de la pratique, et donc de faciliter le recrutement. Concrètement, quid ? Peut-être l'ouverture de tribunes de discussion thématiques dans la presse et, pourquoi pas, l'organisation de séminaires thématiques et ponctuels ouverts aux marxistes non membres. On peut aussi penser à faire connaître plus largement le contenu des débats du CC et, si un progrès a été accompli dans ce sens, est-il satisfaisant dans la perspective d'une discussion débordant les limites du parti ? Dans ce cadre, on peut sans doute souligner une contradiction qui, pour difficile qu'elle soit à surmonter, gagnerait sans doute à être dite : le PCB est pris entre des traditions qui en font un parti peu théoricien et la nécessité, pour qu'il joue un rôle en Belgique, de le rendre capable, encore plus qu'aujourd'hui, de s'affirmer comme centre intellectuel de la gauche. Or, nombre de militants progressistes n'adhèrent pas à cause d'une image plus ou moins exagérée de la première partie de cette caractérisation schématique. Que faut-il faire pour modifier leur point de vue, sinon, en montrant mieux nos divergences, ouvrir l'espace où ces progressistes trouveront leur place ?

Je m'excuse d'avoir été si long, mais ne faut-il pas parfois se livrer à l'"insolite" de certaines démarches pour renforcer des convictions

Avec mes amitiés fraternelles,

*Paul Jans*



Paul ARON  
Av. L. Wiener, 123  
1170 BRUXELLES

Bruxelles, le 26 avril 1980

Aux camarades du Bureau politique  
-----

Chers Camarades,

Echange de bons procédés : permettez-moi de vous remercier pour votre réponse à la lettre collective du 12 mars. Afin qu'ils prennent une forme positive, ces remerciements s'inscrivent en tête de quelques remarques qui, sans appeler une nouvelle réaction, voudraient cependant témoigner du sérieux avec lequel nous avons signé ce message "inusité".

A mon sens, cette lettre visait à susciter un débat sur deux ordres de problèmes, les uns liés à la théorie qui soutient nos actions, les autres aux modes d'organisation de notre parti. Pourquoi une lettre ? C'est que, comme vous le notez, existe "le sentiment d'une certaine impuissance à agir au niveau de notre section de base". Mais précisons : il ne s'agit pas d'une difficulté d'adaptation mais de la considération du rôle fonctionnellement limité de la cellule ou de la section : travail quotidien lié à la concrétude de l'entreprise, dans mon cas, de l'université. Eventuellement se discutent les questions internationales ou certains problèmes de fond. S'y prépare aussi le congrès. Mais où puis-je exprimer soit des considérations générales non directement liées à l'actualité, soit mon point de vue sur une question particulière ? Il est évident que la stricte voie hiérarchique amène la disparition d'idées générales, parfois imparfaitement exprimées, au profit des questions du jour : efficacité oblige et c'est un point de fait que je conteste pas. Je réitère pourtant où ?

Dans la mesure où nous laissons supposer qu'il y a nécessité de dialogue, donc de démocratie (ce qui implique que le parti ait la capacité de dialoguer), j'ai signé le texte du 12 mars pour souligner que notre conception du passage au socialisme ne peut être dissociée de la création d'une dynamique de la discussion. Certes pas d'un débat infini sur l'URSS (qui m'importe peu) : mais une définition d'un lieu, hors congrès, où se développerait l'échange. Affirmer que "discussion, vie politique et recrutement sont indissociablement liés à l'ouverture vers l'extérieur" postule que seule l'ouverture vers l'extérieur d'un certain nombre de débats portés sur la place (relativement) publique est susceptible de prouver la démocratie interne du parti, l'accord de la théorie et de la pratique, et donc de faciliter le recrutement. Concrètement, quid ? Peut-être l'ouverture de tribunes de discussion thématiques dans la presse et, pourquoi pas, l'organisation de séminaires thématiques et ponctuels ouverts aux marxistes non membres. On peut aussi penser à faire connaître plus largement le contenu des débats du CC et, si un progrès a été accompli dans ce sens, est-il satisfaisant dans la perspective d'une discussion débordant les limites du parti ? Dans ce cadre, on peut sans doute souligner une contradiction qui, pour difficile qu'elle soit à surmonter, gagnerait sans doute à être dite : le PCB est pris entre des traditions qui en font un



parti peu théoricien et la nécessité, pour qu'il joue un rôle en Belgique, de le rendre capable, encore plus qu'aujourd'hui, de s'affirmer comme centre intellectuel de la gauche. Or, nombre de militants progressistes n'adhèrent pas à cause d'une image plus ou moins exagérée de la première partie de cette caractérisation schématique. Que faut-il faire pour modifier leur point de vue, sinon, en montrant mieux nos divergences, ouvrir l'espace où ces progressistes trouveront leur place ?

Je m'excuse d'avoir été si long, mais ne faut-il pas parfois se livrer à l'"insolite" de certaines démarches pour renforcer des convictions.

Avec mes amitiés fraternelles,

Paul ARON



Jacqueline HANQUART-DE WILDE

Bruxelles, le 28 avril 1980

AUX MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE ( et du CC)

Votre lettre du 16 avril est une réponse personnelle. Je tiens donc à y répondre directement par une réaction tout aussi personnelle.

Je suis membre du PCB depuis 14 ans. Cela a été un acte réfléchi, adulte, responsable, un choix renouvelé régulièrement lors de différentes difficultés et malgré un malaise persistant que j'ai exprimé tout au long de ces années:

- lors des réunions de la section enseignement, par une lettre à Maxime Steinberg en mars 1970
- lors d'un débat, en présence de Bob Wolstijn, après un différend entre Madeleine Jacquemotte et Louise Gotovitch
- lors de la création de la page "femme" du DR quotidien à Susa Nudelhole
- lors des réunions de la commission "femmes" à Rosine Lewin et à Marie Guisse
- par une lettre adressée le 9 décembre 77 à Louis Van Geyt, à propos d'Amnesty International ( Je signale qu'à cette manifestation, la LRT avait eu l'intelligence d'être présente, mais distribuait des tracts expliquant sa position spécifique)
- par une lettre adressée à Jacques Molins le 20 novembre 1979
- lors de la préparation du dernier congrès fédéral au cours des discussions en section ( Woluwe)

Aujourd'hui, je suis amenée à remettre fondamentalement ce choix en cause. Je ne peux absolument pas accepter le ton et le contenu de votre lettre. Elle témoigne d'une rigidité structurelle, d'un formalisme dogmatique qui ressemble aux pires formes d'un cléricisme dépassé!

Le dernier paragraphe de votre lettre est éloquent à cet égard ( la même idée a été exprimée par l'Ambassadeur du Zaïre, lors d'une conférence de presse lundi dernier, quelle ironie d'entendre cela au Journal télévisé !).

Il me paraît évident que les dirigeants en place du PCB sont peu enclins à favoriser une évolution qui les remet fatalement en cause et surtout remet en cause des attitudes du passé dont ils n'ont pu se défaire. On a vu au PCB et ailleurs, pendant la période stalinienne, jusqu'à quels aveuglements, quelles acceptations conduit un tel système... quand en tirera-t-on la leçon?

Je ne conteste aucunement les structures du PCB, il est évident que l'efficacité exige une organisation interne précise et même une forme d'autorité, mais il est inacceptable qu'elle soit une forme de contrôle, de filtre et de censure. Croyez-vous vraiment détenir " la seule vérité" et pour donner "la réponse" à toutes les questions. ( WL y a eu un petit livre pour cela... le catéchisme, mais l'Eglise semble avoir renoncé à un bourrage de crâne si évident!).

Croyez-vous au dogme de l'infailibilité ou bien avez-vous peut de laisser vos militants et les lecteurs du DR réfléchir en adultes responsables et se faire tout seuls une opinion.

C'est avoir bien peu de confiance en ses arguments que de circonscrire la discussion et se réserver le mot de la fin.



A ce propos, je vous rappelle l'incident des Cahiers marxistes à propos de l'article "Année de l'enfant, année zéro". Il reste à ce jour et à ma connaissance, le seul article qui ait été annoncé et de quelle façon... Il doit y avoir des maladresses significatives!

Même dans le rectificatif de Rosine Lewin, dans le numéro suivant, on a omis de préciser, tout de même que j'étais aussi communiste! M'aurait-il eu de ma part des Insuffisances idéologiques?

Pourquoi aussi vouloir à tout prix, au sein du Parti maintenir une unité factice, alors que les conflits de tendance y existent visiblement et heureusement, cela permet de confronter ses idées, d'affiner une position, d'enrichir l'analyse. Mais vous préférez l'isolement, la réflexion entre vous. Aller à l'écoute des autres, se frotter à d'autres opinions est autrement difficile, mais cela ferait peut-être sortir le PCB du ghetto de méfiance où il se place si volontiers et cela malgré la sympathie et l'intérêt que certaines de nos actions suscitent (bureaux de chômage, grands magasins etc.).

Je joins à cette lettre des photocopies des lettres précédentes, adressées à L.VAN GEYT et à J. MOINS, mais je voudrais néanmoins ajouter rapidement quelques essais de réponse "aux malaises individuels" et aux "obstacles concrets" dont parle votre lettre page 3.

Quand je suis venue au Parti, j'avais 23 ans et trois petits enfants, j'étais - je suis encore - principalement une "mère au foyer". De formation enseignante, j'ai donc commencé à militer dans la section enseignement, mais l'action surtout syndicale ne répondait en rien à ce que je vivais. Je me suis sentie isolée, non comprise, non seulement au sein de la section mais au sein d'un parti qui limitait ses objectifs prioritaires au monde du travail.

Les questions relationnelles, familiales, féministes, culturelles, écologiques étaient et restent encore - oh combien (voir document préparatoire au dernier congrès fédéral) des accessoires tout à fait secondaires.

J'ai donc choisi de militer ailleurs, à la Ligue des Familles, où j'ai assumé peu à peu des responsabilités de plus en plus importantes et qui m'accaparent aujourd'hui presque totalement.

Au Parti, j'ai peu trouvé de contacts chaleureux ni surtout de camarades plus expérimentés qui me "parraineraient" c'est à dire réduire mon ignorance et mes craintes, soutenir et encourager mes premiers pas. On se sent démuné quand on est nouveau, face à un groupe constitué - on a peur de paraître ignorant, naïf, mal informé, maladroit; encore plus quand on n'a pas d'insertion professionnelle et sociale, ce qui est le cas de la plupart des femmes. Ne veut-on toucher au Parti que des travailleuses ou des épouses de militants?

Une autre difficulté concerne le rôle des permanents. N'y a-t-il pas une confusion et une ambiguïté à exercer à la fois des rôles délibératifs, consultatifs et exécutifs? J'en comprends partiellement les raisons, mais je crois néanmoins que c'est là une source de cloisonnement, d'ignorance, d'uniformisation et de rigidité d'appareil...

J'ai souvent eu l'impression de dialoguer non avec des personnes mais avec des "fonctions"!

J'estime également qu'il n'y a pas d'utilisation suffisante des compétences - (fonctionnement boiteux de la commission "femmes" - réunion de femmes bruxelloises, sans la moindre continuité). Les propositions de faire des exposés, débats et des animations, lors de l'année de la femme, ne sont pas prises en considération. Une autre lacune importante dans le PCB, c'est l'absence d'une réelle éducation



permanente. IL faudrait absolument être plus accessible, utiliser un vocabulaire populaire, cesser de mettre nos rapports dans un jargon technocratique. IL faudrait animer davantage de groupes de formation, non pas seulement du niveau théorico-politico-socio-économique mais au niveau tout simple de la prise de conscience de la vie des gens, de leurs conditions de vie et de travail, des rôles stéréotypés masculins et féminins, de la place de l'enfant et du jeune dans la société, de la consommation, des loisirs, de l'environnement, des problèmes sociaux et politiques très concrets et immédiats. Et non pas sous la forme d'une grosse conférence centrale avec des ténors qui parlent et les autres qui se taisent, mais sous forme de groupes de discussion dans les quartiers, les villages et où chacun puisse s'exprimer, interroger, apprendre.

C'est un travail de longue haleine, difficile, mais essentiel pour avoir des gens convaincus et non pas contraints.

Aujourd'hui, ce que je ressens le plus intensément, c'est le déchirement d'un choix impossible auquel je me sens acculée surtout depuis la lecture de votre lettre de réponse.

Démissionner du PCB, sans compter le sentiment de renoncement et d'échec, c'est affaiblir un groupe politique qui est la conscience-aiguillon du Parti socialiste au pouvoir et une force anti-capitaliste.

Démissionner, c'est laisser le champ libre aux "Intégristes" du parti, les sectaires, les intolérants, les adeptes aveugles d'un manichéisme simpliste.

Démissionner, c'est abandonner aussi les camarades qui partagent mes idées mais qui continuent à espérer en la lutte "Intérieure";

mais ne pas démissionner, c'est continuer à cautionner un système qui refuse le libre-examen, la communication véritable des idées et des critiques, qui, finalement, ne fait pas confiance à la personne. Ne pas démissionner, c'est avaliser un système, qui arrivé au pouvoir (et les preuves en sont nombreuses hélas) aboutit à la caricature tragique de lui-même, c'est-à-dire à la répression et à l'arbitraire.

Je vous ai fait part le plus objectivement possible de mes réflexions dans l'espoir de vous faire prendre conscience des difficultés véritables que je vis - et d'autres camarades avec moi - difficultés qui sont aussi les causes principales de la non-adhésion au PCB de nombreux progressistes.

J. HANQUART.



Théo DEJACE  
rue de Snapeux, 21  
4000 LIEGE

Liège, le 21 mai 1980

AU BUREAU POLITIQUE ET AU COMITE CENTRAL  
SUR ET APRES LE COMITE CENTRAL DU PCB DU  
10 MAI 1980

---

Chers Camarades,

Nous proclamons, sans avoir fait jamais grand chose pour être crédibles que nous voulons le fédéralisme à trois et des réformes de structure anticapitaliste

L'Interrégionale wallonne de la F.G.T.B. où je ne suis plus grâce à une décision stupide du Parti m'obligeant à donner ma démission de secrétaire national FGTB, réaffirme la même position générale sur le fédéralisme et fait appel aux partis politiques pour qu'ils agissent ensemble jusqu'à la base pour le fédéralisme et contre la récession sociale.

J'estime que nous devons nous inscrire dans ces propositions et ne pas y apporter les positions opportunistes auxquelles s'accroche notre direction nationale.

Pour nous inscrire dans une lutte de masse pour le fédéralisme, nous devons devenir un parti fédéraliste avec ses ailes wallonne, flamande et bruxelloise et une direction fédéraliste démocratiquement élue par les 3 ailes. Sans cela, nous serons rejetés comme des farceurs dominés par leur aile flamande et leur aile bruxelloise. Je demande que cela soit discuté à partir de la base du Parti. Une décision claire à ce sujet nous ferait faire une entrée remarquée dans la politique de notre pays et n'empêcherait nullement que nous soyons un exemple de solidarité entre toutes les classes laborieuses de la Belgique comme nous devrions l'être sur le plan international.

Nous ne pouvons pas non plus dans cette lutte de masse, nous présenter avec nos positions anti-réformes de structure. Je fais allusion ici au service public que nous substituons à la nationalisation anticapitaliste. Les travailleurs belges ont appris - avant la direction du Parti - que le service public et la mixité sont des forces réformistes et nous commettrions une faute irréparable en défendant de telles positions dans la classe ouvrière. L'A.L.E., les régies et autres services publics à la sauce bourgeoise doivent d'ailleurs être combattues d'un point de vue marxiste au lieu d'être défendues comme un progrès sur le capitalisme. L'avis des agents des services publics est très clair à ce sujet Mais je doute que ce soit clair à la direction actuelle du Parti.

En résumé, nous ne pouvons pas - à aucun prix - entrer dans les luttes de masse que les syndicats laissent prévoir avec des positions de 3e force réformiste que nous occupons dans tous les domaines. Nous le pouvons d'autant moins que nous serons le plus petit parti à prétention révolutionnaire, mais qui pourrait fort bien se faire submerger par la démagogie de gauche comme par les roueries de partis de centre ou de droite s'introduisant dans le front unique à la faveur de revendications nationalistes, poujadistes ou écologistes.



2.

Enfin notre position vis-à-vis du gouvernement ne peut pas être à moitié contre, à moitié pour. Or certaines expressions comme le vote à la carte montrent que nous serions capables de laisser croire qu'il y a, dans le gouvernement, à prendre et à laisser. C'est exactement ce que Martens espère et ce que le P.S. désire pour faire admettre sa participation.

#### La rencontre à Paris des communistes d'Europe

Vous avez fait repousser par le CC une position raisonnable de la fédération liégeoise du Parti que je partage entièrement.

Tous vos arguments pour le jeu ridicule que vous avez joué en qualité de petit parti à l'ombre de l'OTAN, ont été magistralement refutés par Temps Nouveaux d'avril 1980 - page 5.

Mais au dernier CC vous auriez invoqué - soutenu par Albert De Coninck - que les partis présents vous auraient refusé d'inscrire dans le programme une solution politique plutôt que le conflit militaire.

La rencontre de Parti a eu lieu les 28 et 29 avril 1980.

C'est un faux manifeste, intolérable. Dès le 22 février en effet, Brejnev au nom de l'URSS déclarait que "L'URSS retirera ses troupes contingents militaires d'Afghanistan dès que disparaîtront les raisons ayant suscité leur présence là-bas..."

Je ne copie pas la suite. Lisez et essayez de réfuter l'article "Les deux ans de la révolution afghane" Temps Nouveaux. Avril 1980 - page 5.

Vous avez même le sans-gêne d'avancer que les partis frères sont tous pour des solutions négociées depuis votre fameuse prestation à Paris.

Non seulement c'est encore ridicule, mais vous vous mettez une fois de plus à hurler avec les loups de l'impérialisme sur le non respect des décisions d'Helsinki par les communistes.

En réalité, vous êtes contre l'aide à l'Afghanistan et sans doute aussi contre l'aide à d'autres pays dont l'impérialisme voulait se saisir. Vous n'êtes même pas d'accord avec les nombreux appels de l'Afghanistan à l'URSS ni avec les décisions de l'OTAN en pareil occasion.

J'espère que vous irez passer vos vacances en Afghanistan de préférence à d'autres pays socialistes auxquels vous ne croyez plus.

Ca vous ferait le plus grand bien et ça vous rendrait peut être confiance dans le socialisme marxiste-léniniste.

Théo DEJACE.





PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

BRUXELLES, le 29 mai 1980

AU CAMARADE THEO DEJACE,  
21, rue de Snapeux,  
4000 LIEGE

Cher camarade,

Nous avons pris connaissance de ta lettre du 21 mai avec attention en dépit du ton pour le moins désagréable que tu y emploies et qui est allé crescendo au point que en finale tu n'as manifestement pas résisté à le rendre quelque peu provocateur. Nous ne répondrons donc pas au dernier passage de ta lettre.

A propos des récentes positions de l'Interrégionale wallonne FGTB. Il ne nous semble pas que ce soit très réfléchi de ta part que de vouloir opposer la manière dont l'Interrégionale réagit aux propositions gouvernementales-assez radicale et extérieure au fonctionnement des institutions politiques- à la bataille que mène le Parti comme formation politique organisée dans les trois régions et agissant jusques et y compris sur le terrain parlementaire.

Notre action ne pourra qu'aider les forces combattives de l'interrégionale à établir le juste rapport entre la bataille de tout le mouvement ouvrier belge contre la politique de super-austérité et la dimension wallonne - et non pas wallingante - du combat pour le fédéralisme démocratique.

Les réformes de structures: les positions avec lesquelles tu polémiques n'ont pas grand chose à voir avec celles qui sont les nôtres.

Le mise sous statut public n'a rien de commun avec la mixité et à notre connaissance tous les marxistes sérieux ont toujours considéré qu'il fallait défendre des entreprises publiques, même sous un pouvoir bourgeois - comme par exemple l'A.L.E., l'Electricité de France, sans parler du Portugal- contre les entreprises de reprivatisation ouvertes ou larvées du grand capital et de ses alliés.

Nos positions qui tendent à une alternative progressiste à la politique de la droite et de ses alliés réformistes, n'ont rien à voir avec une politique de soi-disant 3e force.

Leur efficacité serait, à coup sûr, accrue si l'ensemble des forces combattives du Parti s'engageaient de façon cohérente dans le sens de ce que nous avons appelé la politisation des luttes.



Notre attitude vis-à-vis du gouvernement Martens III: seules des lunettes déformantes ou déformées par certaines polémiques internes dans le parti, peuvent empêcher de voir qu'elle se situe clairement dans une nette opposition combative.

Cela ne nous empêche cependant pas - bien au contraire- d'oeuvrer pour créer des fronts qui débordent largement les limites entre notre opposition et les courants de la majorité les plus proches des forces populaires.

A ce propos il t'intéressera peut-être de savoir que par exemple lors du débat à la Chambre sur la déclaration gouvernementale ) le groupe communiste au complet a unanimement estimé juste d'applaudir l'intervention du chef de groupe socialiste flamand, L. Tobback, sur la politique de défense et en particulier sur les missiles.

Compte tenu de la manière dont se présente à l'heure actuelle l'enjeu "guerre ou paix" nous continuons à être d'avis, qu'il serait particulièrement irresponsable d'inviter Tobback et ses amis à mener leur combat contre les ultras de l'OTAN depuis l'opposition plutôt qu'au sein même d'une coalition dont le programme de politique étrangère porte plus d'une trace de nos exigences communes.

Le Rencontre de Paris: c'est avec énergie que nous rejetons ton accusation absolument non fondée, de "faux", manifeste, intolérable" à propos de l'évocation de la question afghane dans le projet d'appel. C'est très catégoriquement que nous réaffirmons que les représentants responsables des deux partis invitants ont explicitement déclaré non recevable, lors des entretiens précédant la Rencontre que nous avons eu avec eux, notre demande d'inscrire dans le projet d'appel l'idée de la "nécessité d'une solution politique impliquant le renoncement aux interventions militaires tant dans le conflit américano-iranien que pour le problème afghan".

Quant à la déclaration de Brejnev du 22 février, elle fut un des arguments que nous avons précisément invoqué à l'appui de notre demande; mais ce fut en vain.

Tu pourras, dans ces conditions, difficilement contester que nous avons quelques raisons de croire qu'entre le 22 février et les toutes récentes initiatives du gouvernement de Kaboul et du pacte de Varsovie, il y a eu une période où certains des partis concernés et non des moindres ont considéré inopportun une prise de position claire pour une solution politique, dans un document des partis communistes de toute l'Europe. De tels "méandres" dans les positions ne font que nous confirmer dans l'opinion que nous avons bien fait d'assumer, quant à nous une position continue et cohérente sur cette question difficile. Et nous ne pouvons aujourd'hui que nous réjouir de constater que ladite position se trouve de nouveau pour une bonne part à l'unissons avec celle qu'expriment la plupart des PC et des autres forces anti-impérialistes.



Nous constatons d'ailleurs que c'est précisément la prise de position réaffirmée et les nouvelles initiatives, notamment du côté des pays socialistes en faveur d'une solution politique du problème afghan qui a contribué à mettre dans l'embarras les loups de l'impérialisme dont les hurlements sont surtout dangereux lorsque de notre côté, on leur laisse le choix des armes.

Bien fraternellement,

Pour le Bureau politique,

Cl. RENARD  
Président du Conseil régional wallon

L. VAN GEYT,  
Président



Philippe MOINS  
rue Sans Souci 4  
1050 BRUXELLES

Bruxelles, le 2/6/80

Chers Camarades,

J'ai bien reçu votre lettre du 16 avril 80 et vous en remercie. Permettez-moi toutefois de faire à mon tour deux remarques, car j'ai bien cru un moment que votre lettre ne concernait pas celle à laquelle je souscris plus que jamais.

Tout d'abord, sur une procédure que je juge insolite, moi aussi : la lettre que j'ai cosignée est adressée aux membres du CC, par le truchement du BP, je comprends mal dès lors pourquoi le BP a cru nécessaire d'exprimer des "remarques" qui sont déjà des réponses, avant que la lettre elle-même ait été discutée par le C.C. Sans avoir une conception figée de la circulation des idées à l'intérieur du parti, je pense que cette façon d'agir n'est pas de nature à placer le débat que nous souhaitons dans un contexte sain.

Ce qui m'inquiète davantage, et là vous m'excuserez d'exprimer un "malaise individuel" vous dites très calmement vous inquiéter de notre démarche, cette inquiétude est à ce point profonde que toute la lettre est empreinte d'un ton "donneur de leçon" des plus désagréable, comme si notre cas était déjà jugé : nous sommes de "mauvais" militants. C'est d'ailleurs formulé explicitement : impuissance à agir au niveau de la section, malaise individuel, polémique permanente (et stérile sans doute ?) absence de participation aux efforts collectifs,...

Ces accusations, qui semblent vous servir d'arguments pour nous donner zéro de conduite, sont graves, elles hypothèquent la discussion à venir, ce qui est regrettable, aussi n'ai-je pas l'intention de répondre à vos "remarques" : j'attends que l'organe auquel notre lettre était destinée s'exprime, en toute indépendance, c'est pourquoi il me paraît légitime que vous communiquiez les réactions à vos "remarques" au CC.

Philippe MOINS



Bruxelles, le 3 juin 1980.

au B.P.

Chers Camarades,

J'apprends par la lecture du n° 57 de "Faits et Arguments" que le C.C. consacrerait une partie de ses travaux du mois de septembre aux problèmes du fonctionnement démocratique du Parti, si la situation politique le permet. Espérons.

Il n'est donc pas inutile entretemps, de répondre à votre lettre du 16 avril dernier.

Je dois vous faire part de quelques-unes de mes préoccupations à la lecture de cette lettre.

- Elle m'a appris que la lettre collective adressée au C.C., à laquelle j'ai volontiers souscrit, en date du 12 mars, après avoir transité quelque temps au B.P., a été remise à son destinataire le 16 avril.
- La réaction de l'exécutif, le B.P., intervenant avant même que le C.C. ait eu connaissance du texte, est de nature à fausser la discussion au sein de celui-ci, même s'il ne s'agit que de "premières réflexions". J'appelle cela un court-circuit.
- Que les signataires de la lettre du 12 mars se voient renvoyer au fond de la classe comme de mauvais élèves (mauvais ou turbulents ?), je ne puis le comprendre ni l'admettre.
- Je ne comprends pas davantage que vous écriviez que "certains d'entre eux (lesquels ?) seraient atteints " d'un sentiment d'impuissance à agir au niveau de leur section de base..." Ce n'est ni mon cas ni celui des nombreux membres du comité de la section dans laquelle je milite depuis vingt-cinq ans, qui ont appuyé la démarche du 12 mars.
- J'ajoute que ceux-ci, comme les autres signataires que je connais, me paraissent orienter surtout leurs efforts sur le terrain et - d'est imporant - vers l'extérieur. Je n'en connais aucun qui "consacre l'essentiel de son énergie à développer une polémique permanente."
- Ce dernier reproche me paraît en outre grave et dangereux d' dans le chef de ceux qui le formulent. Où s'arrête la discussion démocratique et où commence la polémique permanente, (et sans doute stérile) ? Faut-il préférer le silence perma-

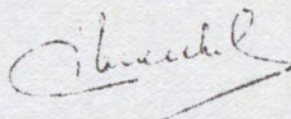


nent, approbateur ou résigné, à la confrontation de nos idées, au débat démocratique?

Sans aborder à nouveau le fond, dont le C.C. aura l'occasion de discuter, je tenais à faire le point sur ce qui dans votre démarche, m'a paru insolite et, dans vos reproches, injuste.

Je vous remercie de bien vouloir transmettre la présente aux membres du C.C.

Très sincèrement,



Paulette Marchal.  
Section d'Ixelles.



Délégation syndicale de la S.A. Chevron - 6520 Feluy  
*délégation syndicale.*

Chers travailleurs de Chevron - Feluy :

Le Parti communiste de Belgique exprime son entière  
solidarité avec votre combat exemplaire. Le PCB s'engage  
à poursuivre ses efforts pour que  
~~à tout faire pour que~~ soient sauvés l'outil et l'emploi.  
Nos parlementaires et nos militants sont à vos côtés.

Claude Renard, président wallon PCB

Louis Van Jeyt, président national PCB

Télégramme envoyé le 30-9-82 à 11h40.



Histoire du  
mouvement ouvrier belge

articles 11963/

grèves de 1886

~~Alphonse~~

~~Moisand~~

~~Robert~~

3P43\_02

Correspondance 1883

[A] [5]



24 rue de Bordeaux  
Bruxelles 5

Bruxelles, le 19 septembre 1963.

Au Bureau Politique du P.C.B.  
20, avenue de Stalingrad  
Bruxelles ----

Chers Camarades,

J'ai lu attentivement, dans les D.R.-Magazine des 29 juin et 6 juillet 1963, les articles sur les événements de 1886 dans notre pays. Je suis très étonné que de tels articles "historiques" puissent paraître dans notre presse, car leur parution signifie, pour nos lecteurs, un avis officiel du Parti. Nos lecteurs ont évidemment le droit d'exiger de notre Parti qu'il leur soit présenté une analyse marxiste de ces événements - qui ont été d'une importance capitale pour le développement du mouvement ouvrier dans notre pays - et non pas une répétition de ce qu'en ont écrit des "historiens" bourgeois et social-démocrates. L'on cherchera vainement une telle analyse dans ces deux articles.

1. en effet, le contenu des deux articles est presque une copie de ce que les journaux bourgeois et social-démocrates de l'époque ont écrit, de ce qu'écrivent encore aujourd'hui les "historiens" bourgeois et social-démocrates. Tout le monde parlait et parle de la misère affreuse qui régnait à l'époque dans les milieux ouvriers. Personne ne s'est donné la peine de rechercher les raisons de cette misère. L'on se contente de quelques constatations superficielles, omettant de souligner à quel moment du développement du capitalisme ces événements se sont produits. Cette omission conduit inévitablement à fausser le caractère de ces événements et à les présenter aussi faussement;

2. les événements de 1886 ont été le reflet belge d'une situation générale du capitalisme, de son développement à l'échelle internationale. Le capitalisme marquait, à cette époque, une nouvelle étape dans son développement industriel; le machinisme était entré dans un stade nouveau faisant peser tout le poids de sa marche en avant et ses conséquences sur la classe ouvrière. Cette période était précisément caractérisée par des grèves révolutionnaires dans les pays à capitalisme avancé. M. BEERNAERT, le premier ministre d'alors parlait lui "des difficultés d'une situation qui atteint toutes les classes de la société et qui est commune à toute l'Europe". C'est précis: le souci majeur de la bourgeoisie, c'était de faire payer les frais de ses difficultés par la classe ouvrière, quels que soient les moyens à utiliser;

3. dans de telles conditions, tenant compte de l'état d'organisation de la classe ouvrière et des conceptions du P.O.B., les événements de 1886, leur violence, étaient inévitables. La bourgeoisie le savait, quoique certains "historiens" disent le contraire. Elle avait pris certaines dispositions en se basant sur l'expérience des grèves antérieures. Louis BERTRAND écrit à ce sujet: "on s'attendait si bien à la grève, que quinze jours auparavant on avait retiré les provisions de dynamite de certains charbonnages". Dès lors, il n'est pas historique que de vouloir expliquer les grèves et les violences de 1886 par "des chômeurs



vivant d'expédients", des "gamins désœuvrés" et "des mineurs venus en curieux". Ce qui est vrai, c'est que le gouvernement BEERNAERT (les faits des grèves de l'année suivante l'ont irrécusablement démontrés) ~~avait~~ avait une politique sociale basée sur la provocation policière. C'est là le fond des violences de 1886;

4. il est un fait, le "petit groupe d'anarchistes de Liège", qui organisa la commémoration de la Commune de Paris, connaissait mieux l'état d'esprit des masses ouvrières de l'époque que les dirigeants du P.O.B. Il appelait à l'action, là où les dirigeants du P.O.B. appelaient au calme et démobilisaient les ouvriers. Cette attitude, pour un marxiste, ne peut s'expliquer par la faiblesse d'organisation du P.O.B.; elle ne peut surtout pas justifier leur attitude. Léon DELSINNE donna une explication qui est plus près de la vérité historique: "Un mouvement de révolte spontané et brutal, qui éclate dans les régions de grosse industrie où les travailleurs sont encore moins organisés qu'ailleurs, surprend tous les milieux sociaux. Les socialistes ne sont pas plus rassurés car ils prévoient une répression dont leurs organisations encore chétives, pourraient être les premières victimes". Ed. ANSEELE se prononça dans les mêmes sens au cours du meeting qu'il tenait, à l'époque, à Gand. Cela caractérise bien la politique de capitulation du P.O.B. dès le début; un parti ouvrier n'a pas le droit d'abandonner les travailleurs engagés dans une bataille sanglante avec la bourgeoisie (voyez l'attitude de Marx au sujet de la Commune de Paris);

5. aussi les faits démontrent que la "théorie" des "chômeurs vivant d'expédients", des "gamins désœuvrés" et des "mineurs venus en curieux" est fausse et mensongère. Louis BERTRAND écrit: "Dès l'après-midi, divers groupes, peu nombreux du reste, stationnaient place Saint-Lambert. Mais à partir de 6 heures du soir on vit arriver presque en même temps, de toutes les localités de la banlieue, de Seraing, d'Ougrée, de Tilleur, de Herstal, de Saint-Nicolas, etc., des milliers d'ouvriers qui venaient prendre part à la manifestation. Ceux de Seraing et d'Ougrée étaient précédés d'un drapeau rouge. Dans plusieurs houillères des environs, les ouvriers s'étaient fait remonter à deux heures pour pouvoir aller à Liège". Est-ce digne d'un communiste de présenter ces ouvriers comme "des curieux"? Quelle est la raison pour laquelle l'auteur de l'article du D.R.-Magazine essaie de diminuer l'importance de cette grande lutte de la classe ouvrière de la région de Liège?

6. toutes ces calomnies de "chômeurs vivant d'expédients", de "gamins désœuvrés", de mineurs venus en curieux", de gamins qui brisent les vitrines, et autres, sont essentiellement des inventions de la bourgeoisie. Elles ont été répétées des centaines de fois par les "historiens bourgeois et social-démocrates; l'on peut trouver ces ragots dans les rapports de police de l'époque (l'auteur de l'article semble trop croire que les informations historiques précises sont à trouver dans les rapports de police). Le but de ces historiens est clair: salir un événement qui reste un exemple de la lutte des travailleurs belges, sans doute d'une époque donnée, mais qui a exercé une grande influence sur le développement ultérieur du mouvement ouvrier belge. Cela servait et sert encore les intérêts de la bourgeoisie belge;

7. pour la même période de cette lutte, l'auteur des articles du D.R.-Magazine commet quelques erreurs historiques:

a) contrairement à ce qu'il affirme, la manifestation de Liège a été interdite le soir même, quand la bourgeoisie se rendait compte de son importance. Le bourgmestre de Liège prit un arrêté interdisant les rassemblements de plus de 5 personnes à partir de 8 heures du soir et ce dans un arrêté affiché le 18 mars 1886;

b) contrairement à ce qu'il affirme, la grève des mineurs de "La Concorde" éclata le 17 mars et non le 19 mars;



3)

c) la déclaration mise dans la bouche de WAGENEER n'est, en fait que la répétition, plus violente, du manifeste-appel à la manifestation qui dit: "Resterons-nous dans une coupable apathie? Continuerons-nous à laisser nos femmes et nos enfants sans pain, quand les magasins regorgent des richesses que nous avons créées?" Celui-ci était signé J. Rutters et F. Billen. Le reste, est surtout rapports de police, de toute façon secondaire dans une telle bataille de classe.

d) contrairement à ce qu'il affirme, la grève éclata le 19 mars dans les communes industrielles de la région de Liège et non pas le 24 mars;

8. l'auteur des articles du D.R.-Magasine s'étonne: "Rien ne pouvait laisser présager que l'agitation sociale gagnerait le Hainaut et qu'elle y déboucherait avec une telle violence". Ceci est peut être la preuve la plus convainquante que ce camarade n'a pas compris le caractère de la lutte qui était engagée. Car non seulement l'agitation sociale gagna le Hainaut, mais tout le pays (sans parler de cette agitation dans les pays environnants) et c'est grâce à l'intervention de dirigeants social-démocrates que la grève ne s'est pas étendue à tout le pays. Rappelons la déclaration à un meeting où les ouvriers gantois voulaient manifester leur solidarité avec ceux du pays wallon en partant eux-aussi en grève, de Ed. ANSEELE: "si vous vous fâchez à votre tour, le gouvernement ne demandera pas mieux que de massacrer et, ce jour-là, il y aura fête au palais de l'archevêque de Malines et au château de Léopold II, assassin Ier".

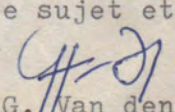
9. en plus, il semble oublier -parce qu'il n'a pas saisi le caractère de ces événements - que la situation dans le Hainaut était pire qu'à Liège, que les mineurs ont toujours manifestés une grande solidarité et que, à Charleroi, existait le problème des verriers ou la modernisation des verreries se faisait complètement au détriment des ouvriers. Les violences à Charleroi et dans le Hainaut en général, sont manifestement le résultat, sans doute de la misère, mais surtout de provocations policières organisées avec l'appui du gouvernement BEERNAERT. Il reconnaît d'ailleurs que les incidents les plus graves se produisirent aux verreries Baudoux "la plus moderne de la région";

10. avec les grèves violentes de 1886 l'auteur des articles déclare, avec une visible satisfaction, "le prolétariat minier était arrivé à un point où il ne pouvait plus se permettre la résignation... La sévère et brutale répression qui le frappa le convainquit d'adopter d'autres moyens de lutte". Il semble oublier ou ignorer que les mineurs ont repris des batailles analogues les années suivantes; il ne connaît pas la grève de 1887 et la constitution du Parti Republicain Socialiste. Cette forme de lutte répondaient à une situation objective donnée;

11. enfin, les articles affirment que Ed. ANSEELE a été condamné à 6 mois de prison "pour avoir traité le roi de "Volksmoordenaar"; au contraire il a été acquitté de cette accusation, mais condamné à 6 mois de prison pour sa lettre aux mères pour qu'elles conseillent à leurs fils-soldats de ne pas tirer sur les grévistes.

Je crois que ces articles méritent une sérieuse rectification dans notre presse.

J'aimerais avoir votre opinion à ce sujet et vous salue fraternellement.

  
G. Van den Boom.



Au camarade G. Van den Boom

Cher camarade,

Le Bureau politique nous a transmis la nouvelle note que tu lui a adressée concernant les événements de 1886.

1) Tu es évidemment libre de considérer que les articles de S. reposent sur des théories historiques fausses. Mais tel n'est pas notre avis, comme nous te l'avons déjà exposé. Les erreurs de détail ~~xxxxxxxxxxxxxxxx~~ que l'auteur a pu commettre ne justifient pas la publication d'une rectification. C'est une question de mesure, et les lecteurs ne sont pour autant l'objet d'aucun mépris.

- Nous ne croyons pas qu'il faut écrire l'histoire en la sollicitant afin qu'elle donne une justification à la ligne actuelle du parti, laquelle, soit dit entre parenthèses, s'en passe aisément. Et il ne faut pas non plus écrire l'histoire afin qu'elle donne une justification à une autre ligne.

2) Nous trouvons étonnant que tu puisses considérer la manifestation pour le S.U de 1886 comme un fait vers lequel le P.O.B aurait <sup>essayé</sup> ~~essayé~~ de "détourner l'attention des grévistes". Il nous semble clair, en effet, qu'une telle manifestation (qui <sup>fut</sup> d'ailleurs un grand succès) était de nature à donner aux grévistes la perspective politique que leur mouvement n'avait pas et ne pouvait avoir.

Au surplus, tu sembles perdre de vue que cette manifestation marqua avec la fondation du P.O.B - les deux événements sont indissociables - la victoire définitive du socialisme de lutte de classe sur le proudhonisme, ses variantes et ses séquelles qui s'avérèrent si nuisibles en Belgique.

Nous avons déjà dit dans notre note précédente que le P.O.B ne fut jamais un parti révolutionnaire et que l'on peut trouver en lui, dès sa naissance, les germes de sa dégénérescence ultérieure. Il est donc aisé de produire, comme tu le fais, diverses citations tendant à démontrer que les chefs de P.O.B ne parlaient pas et n'écrivaient pas toujours comme d'authentiques marxistes. Mais la question n'est pas là.



Si l'on veut écrire l'histoire sans la solliciter, il faut voir si, tel qu'il était en 1886, le P.O.B représentait bien ce que Lénine vit en lui, à savoir "la transition du socialisme non prolétarien au socialisme prolétarien" et si son agitation en faveur du S.U exprimait bien ce que Lénine encore vit en elle : "la reconnaissance de la lutte politique du prolétariat organisé en parti de classe indépendant".

Nous savons que Lénine n'a jamais prétendu être infaillible, mais tu admettras certainement que son opinion a du poids.

Tu écris toi-même que le P.O.B "a développé l'action politique de la classe ouvrière belge et, qu'en ce sens, il a rendu d'énormes services à celle-ci." C'est là une vérité qu'il ne suffit pas de reconnaître en général et incidemment. Développer l'action politique de la classe ouvrière en 1886, c'était précisément faire réussir la manifestation pour le S.U, aider la classe ouvrière à substituer une action organisée et disciplinée ~~aux~~ à des réactions anarchiques qui dégénéraient toujours en émeutes et en massacres.

3) Il est tout à fait faux d'affirmer que le P.O.B a "combattu les grévistes" sous prétexte qu'il n'a pas poussé à l'élargissement ~~et~~ à la prolongation des grèves. Les événements de '86 ne sont pas ceux de '60-61. L'attitude du P.O.B en '86 n'a pas frustré le prolétariat d'une victoire qui était à sa portée; elle a, en gros, canalisé l'élan des masses ouvrières vers des objectifs politiques précis, et cela reste vrai, même si le P.O.B s'est révélé incapable, par la suite, de diriger la lutte pour ces objectifs d'une manière pleinement efficace.

- Ta référence à Marx qui fut, bien sûr, avec les Communards, n'est guère convaincante, car il est hors de doute que si Marx avait été sur place et avait pu influencer le cours des événements en s'appuyant sur une organisation ouvrière - celle-ci ~~eût~~-elle été faible - il ne se serait pas borné à invectiver la bourgeoisie et à suivre héroïquement le mouvement spontané jusqu'au Père Lachaise.



- Tu te réfères ensuite à Jacquemotte à propos des événements de 1932. Nous sommes bien d'avis que Jacquemotte a dit les choses qui devaient être dites. Mais avec qui polémiques-tu ici ? Le parti a fait de même quand s'est produit, par exemple, le fâcheux sac de la gare des Guillemains. Est-ce à dire qu'un historien de l'an 2000 devra nécessairement commenter de tels faits de la même manière que les militants <sup>directement</sup> engagés ~~se sont même~~ dans la bataille ?

Quant au P.O.B, on ne peut pas lui reprocher non plus d'avoir déplacé les responsabilités à propos des pillages et incendies de '86.

Son manifeste du 30 mars déclare notamment : "...les gouvernants n'ont d'autre soin que de maintenir la suprématie et la supériorité de leur caste : aux plaintes des malheureux, ils ont constamment fermé l'oreille; aux désespérés qui se sont révoltés tant leur sort était intolérable, ils ont opposé la plus <sup>barbare</sup> ~~brutale~~ et la plus cruelle des répressions."

Est-ce là "combattre les grévistes" ?

- Au demeurant, si le P.O.B avait vraiment "combattu les grévistes", on s'expliquerait mal qu'il ait pu rallier si vite la masse des prolétaires au lendemain de ces événements et faire réussir la manifestation pour le S.U la même année.

4) Nous sommes entièrement d'accord avec toi quand tu écris que les grèves générales politiques pour le S.U ont toujours été imposées par les travailleurs aux dirigeants du P.O.B., en raison de l'orientation réformiste de ceux-ci. Mais c'est précisément quand la poussée ouvrière commença à s'exercer <sup>en faveur de</sup> ~~vers~~ la grève générale politique, c'est-à-dire ayant un but politique et utilisant les moyens d'organisation qu'offrait le P.O.B, que cette <sup>orientation</sup> ~~manifestation~~ commença, elle aussi, à se manifester <sup>concrètement,</sup> jusqu'à revêtir la forme d'une véritable trahison en 1899-1902. En 1886, la situation se présentait tout différemment.

5) Nous ne sommes pas d'avis qu'il convient de retenir ta proposition d'un colloque sur les événements de '86, car nous partons du principe



que nos colloques doivent porter sur des problèmes ayant un intérêt ~~poli-~~  
~~tique~~ plus immédiat du point de vue idéologique et du point de vue  
politique.

Nous te prions d'agréer, cher camarade, l'assurance de nos salutations  
fraternelles.

Pour la commission :

Claude Renard



Sztejnberg, Maxime  
132, avenue Molière  
Bruxelles VI

Bruxelles, le 4 octobre 1963

au Cde. C. Renard

Cher Camarade,

Je te renvoie, ci-joint, la lettre du cde. Van den boom ainsi que ces remarques qu'un tel texte impose. Je me garde bien de recourir, comme le fait Van den Boom, aux foudres du BP à moins que ce soit de la CCP, si elle existait encore! Le ton de sa lettre m'a contraint à une gymnastique littéraire pour ne pas renvoyer le camarade dos à dos avec son marxisme dogmatique et son sectarisme de mauvais aloi, sans oublier son mépris pour l'historien "bourgeois" que je suis! Sur ce point, d'ailleurs, je tiens à dire, qu'il est impossible de faire sérieusement l'histoire, sans parler de son interprétation (qui dépend quand même, quoique semble en penser le cde, d'un établissement minutieux des faits) si on ~~ne s'en tient pas~~ n'a pas recouru à toutes les formes d'information, que ce soit la presse bourgeoise <sup>et</sup> ou social-démocrate ou les rapports de police. Et je voudrais bien savoir en quoi j'accorde une trop grande confiance aux rapports de police? Je les ai trop étudiés pour m'y fier! Mais, ce qui gêne Van den Boom, c'est que j'en retire des informations, contrôlées néanmoins par recoupement avec d'autres sources, qui ne sont pas conformes à l'interprétation qu'il veut imposer aux faits. Il s'agit de la questions des "chômeurs vivant d'expédients", qui serait une invention de la bourgeoisie! Je me demande alors, si Van den Boom se rend compte qu'il parle lui-même d'une crise économique dont les victimes sont cependant les travailleurs licenciés. Je voudrais savoir comment Van den Boom s'imagine-t-il que ces chômeurs vivent à une époque où, comme je l'écris dans mon article, il n'existait pas de lois sociales! L'exploitation capitaliste et le régime censitaire forçaient <sup>les</sup> ~~des~~ ouvriers à vivre d'expédients! Sans doute, l'Inspecteur Général des Prisons du Royaume lance-t-il un ragot bourgeois, lorsqu'il écrit que "les dépôts (de mendiants et de vagabonds) contiennent beaucoup d'individus à qui seul le travail a manqué" (A. Prins: "Criminalité et répression", Bruxelles, 1886, p. 62). Et encore, les malheureux qui parvenaient à entrer dans ces dépôts pouvaient se considérer comme des privilégiés!

Mais, n'insistons pas!

Je passe à l'essentiel, mais avant tout, il faut que je donne un avantage à Van den Boom: Anseele n'aurait pas été condamné pour avoir qualifié Léopold II de "volksmordenaar", mais pour avoir appelé les femmes à supplier leur mari ou enfants à ne pas tirer sur les grévistes! Je veux bien accorder que je me trompe, d'après mes fiches cependant, c'est le contraire; ne pouvant pas rectifier ce fait, je



fait, je laisse à Van den Boom, le bénéfice du doute! C'est la seule chose que je lui laisse!

La critique essentielle de Van den Boom porte sur la signification des troubles de 1886. Pour lui, il s'agit d'événements qui ont été d'une importance capitale pour le mouvement ouvrier, en ce sens, qu'ils ont fourni au mouvement ouvrier une forme de lutte révolutionnaire (voir point 2) qui correspondait à la nouvelle étape du capitalisme. A partir de cette ~~xxxxxxxx~~ interprétation, il juge le rôle des anarchistes et des social-démocrates, les socialistes belges. Il en conclut que les premiers, "connaissant mieux l'esprit des masses ouvrières" ont appelé à l'action, alors que les seconds, des trîtres, démobilisaient (point 4). A première vue, cette interprétation est édifiante, surtout qu'elle se targue de partir d'une analyse du capitalisme! Mais, hélas, elle est fausse, et quant à l'interprétation marxiste et quant à l'exactitude des faits.

Van den Boom se réfère en général à une crise qu'il n'analyse pas d'ailleurs, se contentant d'en remarquer les aspects superficiels! Ici, je tiens à faire remarquer que si mon article avait repris ces éléments, il serait encore en cours de publication.

En quoi consiste cette crise!

Le capitalisme depuis 1850, mais d'une manière plus accentuée à partir de 1875/1880 est entré dans la phase de la seconde révolution technique, c-à-d. de la pénétration du ~~x~~ machinisme dans la manufacture, petits métiers et petite industrie, préparant d'ailleurs la voie au stade monopoliste des années nonante, en provoquant la concentration industrielle. L'accentuation de cette révolution technique se manifeste par deux crises rapprochées, 1877/1879 et 1883/1886. Toute l'économie est frappée, y compris la grande industrie, mais c'est dans la petite industrie que ~~les~~ transformations de l'infrastructure s'opèrent. Il est d'ailleurs caractéristique que le P.O.B. est fondé en 1885 par les ouvriers de la petite industrie, typographes, menuisiers, ébénistes, tailleurs, confiseurs, doreurs, etc. Sur cette question, je renvoie Van den Boom à un article qui paraîtra incessamment dans la Revue Internationale d'Histoire Sociale d'Amsterdam (et qui sera remis au centre).

Il faut, en conséquence, distinguer deux éléments fondamentaux dans les bouleversements ouvriers que ces crises, et en particulier, la crise de 1884/1886, provoquent, d'une part, les ouvriers de la petite industrie et de l'autre, les propriétaires de la grande industrie, principalement les houilleurs! Ceux-ci sont inorganisés pour des raisons qui sont trop longues à expliquer ici (contradiction entre les conditions de travail favorables à la naissance de la conscience de classe et les rapports de production défavorables, misère, ignorance, surveillance, voir à ce sujet les rapports de police!!)

Même, les efforts entrepris en 1884 et 1885, ont échoué, sauf peut-être à Seraing, où une ancienne section socialiste existe et dans le borinage, où la grève de mars 1885 a permis aux fondateurs du P.O.B. Volders et Anseele d'apporter l'aide indispensable pour la



formation d'organisation! En tout cas, dans le pays de Charleroi, ~~les efforts de l'Union Verrière~~, groupant sur une base politico-syndicale les ouvriers verriers, type mixte d'ouvriers de la grande industrie disposant d'une habileté technique et professionnelle, ~~on~~ *ne fait pas référence à grouper les mineurs.*

L'absence d'organisations ouvrières parmi les houilliers ne doit pas amener à la conclusion d'une absence de lutte de classes. Au contraire, la crise économique, la précarité des conditions de salaire et de travail des mineurs, multiplient les conflits du travail! Notons la longue grève du mois de mars 1885 dans le Borinage, et 14 grèves, depuis le mois d'août 1885 jusqu'au début mars 1886. La répartition de ces grèves, ajoutée aux éléments que je donne dans mon article sur le salaire des mineurs, est significative: 7 dans le Hainaut, 1 à Liège 3 à Bruxelles, 2 à Gand, etc...

Aussi, après un hiver rigoureux, la détérioration manifeste du ~~salaire~~ niveau de vie de l'ouvrier mineur est telle que même officiellement on craint des troubles (au début du printemps, lorsque la production du charbon sera limitée!) Notons que les grèves de l'hiver<sup>s</sup> portent comme objectif la réduction des heures de travail, parce que les patrons, conscients qu'ils ont atteint la limite du salaire réductible, augmentent les heures de travail plutôt que de limiter encore le salaire. On craint donc des grèves, mais on ne s'imagine pas qu'elles prendront une extension exagérée. Par mesure de sécurité, on retire les dépôts de dynamite, parce que ~~dans les conditions d'organisation ouvrière de l'époque~~, les grèves donnaient parfois lieu à des incidents violents, sabotage, etc ...

Voilà le climat, à la veille des événements de mars à Liège!

Le 14 mars, un<sup>e</sup> petit groupe d'anarchistes, une dizaine, prépare pour le 18 mars, une manifestation suivie d'un meeting, en commémoration de la Commune de Paris. Ils placardent des affiches aux abords de plusieurs houillères et à Liège; le 16, ils distribuent 5.000 tracts, très "mobilisateurs" selon Van den Boom: les ouvriers liégeois ne sont pas organisés et que proposent les anarchistes? Faire pénétrer les idées d'émancipation dans la masse exploitée! Très bien! Mais comment? Le tract ne l'indique pas, la seule action qu'il propose est de faire entendre sa voix aux oreilles de la bourgeoisie égoïste. ~~Très bien,~~ *Très bien, mais ils évoquent des manifestations, Amsterdam, Londres, New-York, dont la Belgique ne connaît que les incidents violents qui s'y sont produits! Et, si l'on a doute de l'aspect négatif, essentiellement, de ce tract, le passage provocateur que cite Van den Boom le confirme.*

Il est vrai que Rutters lors de son arrestation le 23 avril 1886, affirma qu'ils n'avaient pas l'intention de provoquer des troubles (Rapport du commissaire en chef de la police de Liège), mais alors quelle irresponsabilité, ~~alors qu'il existe à Liège 1.500 indigents recensés~~ *Et combien d'ouvriers sans travail depuis du mois?*

Les anarchistes, espèrent-ils une grande foule? Non, de 200 à 250 personnes! D'ailleurs, ~~avant le 18 mars~~ *le 14 mars*, craignant le fiasco, ils songeraient même à ne pas manifester. Et même, la police juge que la situation est calme, le service d'ordre n'est pas exagéré, et le bourgmestre ne prend ~~à ce moment~~ AUCUN arrêté interdisant la



le 18 mars Place St Lambert.-

manifestation. Mais, vers 18h1/2, la foule afflue: des mineurs viennent de la Concorde. Selon, Van den Boom des grévistes et non des curieux! Car, ceux-ci, dit-il, seraient en grève depuis le 17! J'en doute, car mes informations diverses ne l'indiquent pas: que ce soient les rapports de la police, de la gendarmerie, ou la presse, toutes les sources indiquent que la grève débute de 19. D'ailleurs, comment débute-t-elle: un reporter du journal progressiste "La Réforme" raconte que lors de la descente de l'équipe du jour du 19 mars, le patron du charbonnage "La Concorde" veut licencier les ouvriers qui ont été à la manifestation du 18. Le mécontentement éclate alors, et les mineurs réclament 20 cent. d'augmentation. Le patron refuse et la grève éclate. Que font les grévistes? Ce qu'ils font toujours, en pareille circonstance, ils se rendent dans les autres charbonnages et débauchent les mineurs au travail! Or, le 17, la grève de Van den Boom n'a aucune extension et même le 18, les grévistes se payeraient le luxe d'aller à Liège au lieu de tenter d'étendre la grève, seule possibilité de réussite! Et que font-ces grévistes, le 18 au Matin? De plus, vu le ~~développement~~ développement ultérieur de la grève, qui ne prend de l'extension que le 20 mars, soit 1 jour après son déclenchement, tout comme à Charleroi, où elle se déclenche le 25 et ne prend de l'extension que le 27, vu ce déroulement, comment Van den Boom explique-t-il que l'attaque de la maison du directeur du Charbonnage la Concorde à Jemeppe ne se produise que le 19 au soir, soit 3 jours après le début de sa grève!

Evidemment pour la thèse de Van den Boom qui ne veut pas diminuer l'importance de cette grande ~~grève~~ lutte de la classe ouvrière liégeoise (voir point 5) il faut que la grève débute ~~le~~ 17. Aussi, se fie-t-il à un renseignement fourni par Bertrand, mais qu'aucune autre source ne confirme! Je ne peux me retenir ~~de dire~~, moi,

~~Main~~ ~~historien bourgeois~~ "historien bourgeois" de demander au militant ouvrier Van den Boom, où il a vu des grévistes ~~qui~~, ceux de la Concorde, qui se font remonter le lendemain du début de leur grève, deux heures avant l'heure normale? (de la fin de leur grève, peut-être?) Non seulement, quant à l'interprétation, mais aussi quant à l'exactitude des faits, la lettre du cde. est entachée d'incohérence!

ais revenons, à la manifestation?

Des ouvriers venant en curieux! Soit, l'expression n'est pas heureuse! Il aurait fallu expliquer que dans l'état d'exaspération où ils se trouvaient, l'appel anarchiste, non pas dans son contenu, mais dans son fait, représentait pour eux une issue. On les appelait, on s'occupait d'eux, ils étaient prêts à répondre! Or, que virent-ils à la Place St Lambert! Un forcené! qui les appelle à la violence! (voir l'article) Pourquoi ne répondent-ils pas? Parce que la conscience de classe est plus mûre dans le bassin liégeois que dans le bassin carolorégien. Il faut noter que certaines des grèves liégeoises ont réussi: les grévistes ont obtenu des augmentations ou des promesses d'augmentation de salaire. Les ouvriers ne sont pas "révolutionnaires", déclarent au reporter de "La Réforme", entendant par là qu'ils ne veulent pas se livrer à des manifestations anarchiques. Sans doute, certains se laissent entraîner à la violence; comme le prouve l'attaque



de la maison du directeur de la Concorde, le 19 ou les coups de revolver, ~~si~~ isolés, notons-le, tirés sur la maison communale de Seraing, le 20 mars. Mais pourquoi, ces violences? parce que précisément, les anarchistes ont provoqué-rien ne permet de dire que certains milieux bourgeois y aient incité- L'attitude de Wageneer a été désastreuse et au meeting ~~xxxxx~~ du Café "le national"; place Delcourt, les discours des anarchistes sont provocateurs. Le seul d'ailleurs qui intervienne pour préconiser l'organisation, se fait rabrouer par Rutters. Il s'agit de Warnotte qui ralliera le P.O.B.

Mais après le meeting, les manifestants rencontrent les forces de l'ordre, parce qu'à <sup>20 heures</sup> ~~ce moment~~, après les incidents de la rue Léopold le bourgmestre a pris un arrêté interdisant les rassemblements, auquel Van den Boom fait allusion, en déformant les faits. Evidemment, s'il avait considéré que dans les rapports de police on peut trouver des renseignements utiles, il n'aurait pas commis cette erreur!

Pour la suite, des événements liégeois, je renvoie Van den Boom à mon article, en lui demandant de le lire correctement, parce que le 3) d) se rapporte à la région périphérique de Liège et non pas au bassin liégeois.

Passons, maintenant, aux événements de Charleroi. Le pays de Liège est en ébullition depuis le 20 mars, puisqu'en ce moment le verrouillage de la région est en place, mais le 25 mars, 5 jours après, la grève éclate à Charleroi. Ceci est la preuve du caractère spontané de la grève et de l'absence d'organisation, si ce n'est celle que les traditions de lutte ouvrière ont mises au point, c-à-d de ne commencer une grève qu'après la paye de la quinzaine, qui s'est faite au Bois Communal sur Fleurus, le 24. Et c'est le lendemain, matin, à la descente, parce qu'un incident mécanique retarde la descente du trait que les mineurs mécontents explosent. Là, l'argument de la solidarité des mineurs (point 8) est de la phrase. C'est beau l'idéal, mais la solidarité de classe ne joue que s'il y a organisation. Il y a ce point, pas de solidarité que les mineurs du Bois Communal sont forcés de menacer dans certains charbonnages les mineurs du fond de les condamner à y rester ~~xxxxx~~ en coupant les cordes du trait! Sur quoi, se base Van den Boom pour déclarer que les mineurs ont toujours manifesté une grande solidarité? Oublie-t-il que <sup>en mars 1886</sup> lors de la grève de mars 1885 des mineurs borains, aucun autre centre houiller n'est entré en grève? Alors, n'ayons pas recours à des explications idéalistes, mais constatons que cette solidarité ne pouvait s'exercer parce qu'ils ne disposaient pas d'organisation. Au contraire, les ouvriers gantois, non pas des mineurs, mais des tisserands, des peintres, des typographes, etc, eux, envoyèrent par l'intermédiaire de la coopérative "Vorrut", 10.000 pains, prouvant par là les vertus de l'organisation auxquelles se rallient progressivement les mineurs borains, au point qu'en mars 1886, la grève ne dure que 2 jours au Borinage parce que les socialistes conseillent aux ouvriers d'éviter les provocations policières et de s'organiser pour la lutte politique avant tout.

Ceci m'amène à parler du fond même de la critique de Van den Boom! Mais avant, un mot sur le point 9.



Van den Boom veut bien reconnaître l'élément misère dans l'explication de l'incendie Baudoux! Mais, il ajoute l'élément provocation policière. Soyons sérieux! Il faut prouver ses dires! Il est certains que dans les grèves sauvages de 1887 et 1888, il y eut des provocation policières et gouvernementales, <sup>cf</sup> l'affaire Pourbaix, ce provocateur qui s'était introduit dans le P.S.R de Alfred Defuisseaux. Mais, dans l'incendie Baudoux, on ne relève aucune trace de tels procédés! Seulement, si Van den Boom avait analysé la crise économique, il saurait que les verriers étaient en conflit avec Baudoux parce que depuis 1884, ce dernier avait introduit un nouveau procédé technique réduisant le nombre de souffleurs par four. C'est d'ailleurs, à la suite de cette modernisation que s'était constituée l'Union Verrière qui avait mené en 1884 une grève contre Baudoux! Or, en 1886, Baudoux tentait à nouveau d'atteindre les conditions de travail des souffleurs. Le mécontentement était latent. Mais les verriers ne se mettent pas en grève le 25 mars, ni le 18 mars, Au contraire, ils sont entraînés à la grève par les mineurs qui les forcent à quitter le travail. Et Falleur, le président de l'Union Verrière en saisit le danger puisqu'aussitôt, dès l'après-midi il tente d'arrêter la bande de quelques neuf cents hommes qui se rendaient chez Baudoux, mais il arrive trop tard, l'incendie et le pillage ~~ont~~ déjà commencé!

Voilà sans doute, ce que Van den Boom appelle des grèves révolutionnaires! Sans doute, pour lui, les militants du P.O.B. sont des traîtres mais, l'historien ne peut manquer de trouver valable l'attitude du P.O.B. Il est encore faible, dans ces régions, <sup>seule</sup> il ne dispose pas d'une organisation. En tout cas, à Charleroi elle est nulle. Comment prendre la tête de ce mouvement, si on ne parvient pas à canaliser la violence spontanée. L'échec de Falleur, <sup>qui</sup> seul, partant à la ~~re~~ conquête d'une bande d'hommes excités, ne rencontrant aucune résistance (à quelques exceptions près, les forces de l'ordre n'entrent en action que le 26 au soir!, et ce n'est que le 27 que le verrouillage de la région est réalisé) le prouve! Que doit faire le parti, d'autant plus que la bourgeoisie veut impliquer l'action politique pour le suffrage universel dans la responsabilité des incidents?

Eh! bien, il conseille le calme, et Anseele, au meeting que Van den Boom évoque, <sup>ajoute</sup> ~~prononce~~ ces paroles efficaces: ~~Quand vous serez~~ ~~devenus~~ ~~des~~ ~~hommes~~ ~~de~~ ~~la~~ ~~classe~~ ~~ouvrière~~ "Notre armée doit se fortifier et si un jour, nous nous montrons dans la rue, ce n'est pas pour piller ou pour détruire, mais pour nous rendre maîtres des hôtels de ville".

Pour le parti, l'essentiel est le mouvement pour le S.U., la préparation de la manifestation du 13 juin. Il faut que la classe ouvrière, inorganisée se lève et réclame le S.U. Sa politique est claire: il trace un plan d'action simple et efficace.

1) propagande pour le S.U. dans la classe ouvrière (150 meetings en 5 mois)

2) organisation des ouvriers (grosso-modo, 80 nouvelles organisations)

3) préparation de la grève générale, en cas d'échec de la manifestation du 13 juin (interdite) puis du 15 août.

Voilà, un plan mobilisateur! (Et à ce propos, notons l'attitude du P.O.B. qui déconseille les grèves, notamment après l'interdiction du 13 juin, pour ne pas épuiser les ressources)

*Van den Boom  
le dit dans  
son article!*

*De plus, la  
manifestation du 30 mars 1886  
est le début de la grève  
du P.O.B. émanant que  
tout porte à croire et  
l'absence totale de  
la grève générale  
politique pour le S.U.*



Ce plan réussit-il? En 1886, en tout cas, le résultat est positif, 20.000 ouvriers participent à la manifestation politique du 15 août et à ce moment le P.O.B. compte 40.000 membres! De là; ma conclusion de l'article!

Effectivement, les émeutes de 1886 représentent un aspect essentiel de la nouvelle phase du capitalisme, mais pas dans le sens où l'entend Van den Boom: par ces émeutes violentes, le prolétariat fait sa crise de conscience, il rompt avec l'action ouvrière spontanée, anarchique, il acquiert sa conscience de classe: il s'organise en parti politique!

Je ne prétends pas avoir épuisé le sujet, j'ai notamment laissé dans l'ombre le problème de l'idéologie, que je traiterais d'ailleurs prochainement! en montrant les contradictions de l'idéologie du P.O.B. à sa naissance. Mais, il serait faux d'estimer que ces contradictions, qu'elles leaders du parti ne sont pas parvenus à surmonter, entâchent leur oeuvre de fondateurs. Les socialistes de 1880/1885 ont réussi à constituer l'organisation politique de la classe ouvrière! Ne pas le voir, c'est se leurrer et interpréter l'histoire comme le fait "notre" marxiste!

J'espère t'avoir fourni les éléments d'une réponse à Van den Boom, il est évident que cette lettre ne lui est pas destinée, mais le dogmatisme et le sectarisme me paraissent encore plus révoltants en histoire qu'en politique. Il fallait que je le dise à quelqu'un!

*L. A.*

P.S: en me relisant, je constate avoir oublié un point: le n° 10.

Je ne peux me prononcer sur les événements de 1887 parce que je ne les connais que d'après Bertrand. Mais, je m'étonne que Van den Boom trouve une analogie entre une grève dans un milieu inorganisé et une grève dans un milieu totalement différent.

*A propos de la certification qu'il dem. ande dans le OR, je pense qu'il s'agit politiquement de lui permettre de présenter la thèse, afin de la battre en brèche. Evidemment, je prendrais un ton objectif, et non pas passionnel!*



29 octobre 1963

Au camarade Georges VAN DEN BOOM  
29, rue de Bordeaux  
BRUXELLES 6

Cher Camarade,

Je te transmets la note que la Commission  
de la Fondation Joseph Jacquemotte a rédigée en réponse  
à ta lettre.

Cette réponse me semble intéressante et  
juste.

Bien à toi,

E. BURNELLE.



## Note pour le camarade Vanden Boom

Le Bureau politique du parti nous a soumis la note que tu lui as ~~fa~~ fait parvenir en date du 19 septembre au sujet des articles publiés dans les D.R.M des 29 juin et 6 juillet par notre collaborateur Maxime Steinberg.

Nous avons examiné ta note avec attention et, comme tes critiques sont nombreuses, nous les avons sériées de manière à répondre séparément à celles qui portent sur des détails et à celles qui soulèvent des problèmes importants.

D'abord les détails :

- Les motifs de la condamnation d'Anseele : tu as raison. L'auteur s'est trompé.
- L'interdiction de la manifestation de Liège : il est vrai que le ~~t~~ texte n'est pas suffisamment clair sur ce point.
- La grève de la "Concorde" : seul Bertrand date la grève du 17, mais il semble que ce soit par erreur. En effet, toutes les sources de l'époque (presse, rapports de police et de gendarmerie) indiquent que la grève débuta le 19, lorsque le patron voulut licencier les ouvriers qui avaient participé à la manifestation du 18.
- Il est exact que certaines expressions comme "des ouvriers venus en curieux", à propos de la manifestation de Liège, ne sont pas heureuses. En l'occurrence, il aurait pu être dit que dans l'état d'exaspération où se trouvaient les ouvriers, l'appel anarchiste, non pas dans son contenu mais dans son fait, représentait pour eux une sorte d'issue. Toutefois, nous ne cachons pas que nous avons apprécié l'effort fait par S. pour serrer les réalités de près au lieu de s'en tenir à des schémas idéalisés. D'autre part, il ~~xx~~ convient ~~de tenir compte~~ ~~xxxxxxxxxxxx~~ que des expressions qui seraient déplacées dans un article écrit sur le vif ne le sont pas dans des textes ré-



~~ré~~digés avec un certain recul. Par exemple, dans son introduction de Mars 1895 à "~~Les~~ luttes des classes en France", Engels parle à un moment donné du "tas de violents" qui interviendront le jour décisif dans la lutte révolutionnaire. Ne soyons pas formalistes et n'y voyons pas une "calomnie".

- On peut être d'avis que les rapports de police sont des sources qui doivent être utilisées avec plus de prudence. Mais, en tout état de cause, il ressort clairement du contexte que l'auteur ne déplace nullement les responsabilités essentielles lorsqu'il évoque les violences qui ont été commises.

- Il n'est pas juste, à notre avis, de dire que S. a recopié les écrits des historiens bourgeois et social-démocrates et de lui reprocher de n'avoir pas rechercher les raisons de la misère ouvrière en 1886. Les faits évoqués par ces historiens sont des faits dont on reparlera toujours en se référant aux ~~écrits~~ <sup>écrits</sup> en question, et il n'est pas inutile d'en reparler de temps à autre. Une étude approfondie des raisons de la misère ouvrière en 1886 serait à coup sûr très intéressante, mais tel n'était pas le propos de l'auteur et du magazine. L'~~article~~ <sup>article</sup> doit être jugé en fonction de son but. S. ne s'est d'ailleurs pas borné à compiler les historiens bourgeois et social-démocrates. Tu lui reproches ~~leur~~ toi-même d'accorder trop d'importance aux rapports de police.

- Tout en faisant preuve à l'égard des historiens bourgeois et social-démocrates de tout l'esprit critique requis, il faut se garder, croyons-nous, de les placer trop facilement entre guillemets, car il nous reste pas mal de bonnes choses à apprendre à leur mauvaise école. Le jour où nous aurons l'équivalent marxiste de "Cent ans d'histoire sociale en Belgique" du professeur Chlepnietz, par exemple, il est certain que nous serons de bien meilleurs marxistes qu'aujourd'hui.



Venons-en maintenant aux points importants.

- Il est hors de doute que les événements de 1886 marquèrent un tournant décisif dans l'histoire du mouvement ouvrier belge. Ils démontrèrent la possibilité de recourir à l'arme de la grève générale en Belgique et furent le point de départ de l'accession du prolétariat industriel à un stade de développement supérieur, politique et organique, grâce au Parti ouvrier, porteur et propagateur des idées socialistes. Telle est notre opinion. Elle diffère en fait sensiblement de la tienne, car tu parais considérer que le mouvement ouvrier a mis spontanément en oeuvre en 1886 une forme d'action révolutionnaire qui correspondait à la nouvelle étape du capitalisme. D'où ton interprétation du rôle des anarchistes, dont tu dis qu'ils connaissaient mieux <sup>l'état</sup> l'esprit des masses ouvrières que les socialistes, et du P.O.B, dont tu dis qu'il avait déjà une "politique de capitulation".

Delsinne dit - tu le cites - "mouvement de révolte spontané et brutal" et, sur ce point, il n'a pas tort. Le mouvement de 1886 traduisit aussi les aspirations révolutionnaire du prolétariat industriel, mais il ~~xx~~ y a loin de telles aspirations à une forme d'action révolutionnaire, laquelle implique nécessairement l'existence d'une conscience socialiste. Nous ne te suivons pas quand tu <sup>évoques</sup> ~~évoques~~ en termes plutôt élogieux le petit groupe d'anarchistes de Liège.

Ces anarchistes connaissaient peut-être l'état d'esprit des masses ouvrières, mais le fait est qu'ils ne connaissaient pas du tout les nécessités de l'organisation ouvrière à un moment où ce problème était venu à maturité et ceci suffit à nous dispenser de leur attribuer des mérites qu'ils n'ont pas. ~~En résumé, les anarchistes ont fait à l'union. Qu'elles~~

~~car il s'agit de~~ à appeler les ouvriers à l'entendre  
~~venir au secours de la bourgeoisie désemparée~~ ce n'était pas un appel à  
~~l'action, c'était un réalisme appel à l'union.~~

~~from the clinical existence~~



D'une façon générale - et nous constatons que c'est là un trait constant de ta note - tu as tort, pensons-nous, de porter sur le P.O.B de 1886 des jugements qui n'ont acquis une pleine valeur qu'en 1902 et surtout après 1914.

Il est clair que le P.O.B n'a jamais été un parti révolutionnaire et que l'on peut trouver en lui, dès sa naissance, les germes de sa dégénérescence ultérieure. Il n'est pas moins clair que ses travers opportunistes se manifestèrent très rapidement. Mais son rôle historique ne peut être ramené à ce qu'il devint après avoir épuisé ses possibilités en tant qu'organisateur et élément de politisation de la classe ouvrière belge durant une phase déterminée de son développement.

Nous avons le sentiment que c'est la méconnaissance de ce fait qui te conduit à parler "de l'intervention des dirigeants social-démocrates" qui a empêché la grève de s'étendre et de "la politique de capitalation du P.O.B dès le début".

On trouve dans une édition <sup>allemande</sup> / des oeuvres de Lénine <sup>(publiée à Moscou,)</sup> (1938, sauf erreur), tome 10, une note contenant l'appréciation suivante sur le P.O.B des débuts :

" La première période d'activité du Parti (de 1885 à 1902) suscita l'espérance qu'avec le temps, il pourrait se transformer en un vrai parti socialiste. A cette époque, le Parti déployait une activité politique très vaste, mettait sur pied un grand nombre d'organisations ouvrières pour la propagande politique et dirigeait effectivement (dans l'action) les grèves. En 1893, il organisa la grève générale, grâce à laquelle il arracha le vote plural et développa une large propagande anti-militariste, fonda les associations de la jeunesse prolétarienne, etc. En 1902, après l'échec de la deuxième grève générale, le parti glissa vers l'opportunisme..."

Aperçu <sup>un peu sommaire, certes</sup> ~~très panoramique, naturellement~~, mais globalement juste du point de vue historique. Alors que tes appréciations partent d'une analyse

(selon nous,)



par trop subjective des faits.

L'attitude des dirigeants du P.O.B dans les grèves de 1886 ne peut être assimilée à une tentative de démobiliser les ouvriers. Ce n'est pas démobiliser les ouvriers que de ~~la~~ mettre en garde contre des explosions de colère aveugle qui ne font que donner des arguments aux forces de répression (et c'est encore vrai aujourd'hui).

Si la grève ne s'est pas étendue à Gand, malgré la tension qui y régna un moment, ce n'est pas, à notre avis, parce que Ed. Anseele était <sup>deja</sup> un "capitulaire", mais bien parce que la classe ouvrière gantoise avait atteint à cette époque, pour des raisons que nous n'analyserons pas ici, un degré d'organisation et de conscience politique qui lui permettait de lutter de façon plus concertée : choix du moment, appréciation du rapport des forces etc.

Quand Anseele déclare au meeting dont tu parles : "Notre armée doit se fortifier et si, un jour, nous nous montrons dans la rue, ce ne sera pas pour piller ou pour détruire, mais pour nous rendre maître des hôtels de ville", il reflète cette situation.

Voyons l'affaire de la verrerie Baudoux. Les verriers étaient en conflit avec Baudoux parce que ce dernier avait introduit en 1884 un nouveau procédé technique réduisant le nombre de souffleurs par four. Mais les verriers ne se mettent pas en grève spontanément en mars 1886. Ce sont les mineurs qui viennent les débaucher. Falleur, président de l'Union verrière, apprend qu'une bande de 900 hommes marche ~~sur~~ sur la verrerie Baudoux et, sentant que les choses vont mal tourner, il tente d'arrêter la ~~manifestation~~ <sup>manifestation</sup>. Mais il arrive trop tard : la verrerie est mise à sac et incendiée.

S'il fallait te suivre, on arriverait à la conclusion que Falleur s'est fait l'instrument d'une politique de capitulation et a voulu démobiliser la classe ouvrière engagée dans des grèves révolutionnaires.

Nous pensons que tu admettras toi-même qu'il n'est pas possible de voir



les choses de cette façon.

Dire que "cette forme de lutte répondait à une situation objective donnée" ne change rien à l'affaire, si cette observation générale ne va pas de pair avec un effort pour montrer que l'expansion du P.O.B, liée à l'expérience des masses, permet aux travailleurs de passer progressivement et tant bien que mal à ~~des~~ formes de lutte qualitativement supérieures, notamment à la grève générale <sup>mineur</sup> organisée.

~~Dans le même ordre d'idées~~

~~De ce point de vue,~~ nous croyons que tu envisages trop abstraitement la question de la solidarité ouvrière. La solidarité de classe ne peut ~~s'exercer~~ <sup>s'exercer</sup> réellement que dans les conditions de l'organisation ouvrière.

La généralisation du mouvement en Wallonie ~~xxxxx~~ <sup>tint surtout</sup> à des facteurs objectifs qui jouèrent ~~simultanément~~ <sup>simultanément</sup> dans toutes les régions et non à la solidarité. Lors des grèves du Borinage de l'année précédente, aucun autre centre minier ne bougea. Au contraire, les ouvriers gantois envoyèrent aux grévistes 10.000 pains, prouvant par là aux mineurs les vertus de l'organisation. Si bien qu'en mars 1886 la grève ne dura que deux jours au Borinage, les socialistes ayant conseillé aux ouvriers d'éviter les provocations et de s'organiser avant tout pour la lutte politique.

~~Batailles du Hainaut de 1887, que tu évoques, prouvent au contraire que la~~  
~~la lutte politique est la base de la lutte économique, et que la~~  
~~la lutte économique est la base de la lutte politique, et que la~~  
~~la lutte politique est la base de la lutte économique, et que la~~  
~~la lutte économique est la base de la lutte politique, et que la~~  
~~la lutte politique est la base de la lutte économique, et que la~~  
~~la lutte économique est la base de la lutte politique, et que la~~  
~~la lutte politique est la base de la lutte économique, et que la~~

Telles sont, cher camarade, les remarques que nous a inspirées ton texte que nous considérons, toute polémique mise à part, comme quelque chose qui nous a été utile. ~~Si tu le désires, le camarade Darbont~~  
~~et nous nous sommes prêtés à te le dire.~~  
Pour notre part, nous n'estimons pas qu'une rectification s'impose dans



notre presse, car, quoi que l'on puisse penser des articles de notre collaborateur, celui-ci ne met pas en question la ligne politique du parti.

Pour la commission de la Fondation :

Claude Renard



Bruxelles, le 12 novembre 1963.

Au Bureau Politique du P.C.B.  
18, avenue de Stalingrad  
Bruxelles

----

Chers Camarades,

En réponse à la lettre que je vous ai adressée le 19 septembre dernier, relative aux articles parus dans le D.R.M. sur la grande bataille de classes de 1886, je viens de recevoir la "note" de la Commission de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE et la lettre du Cde BURNELLE concluant en ces termes: "cette réponse me semble intéressante et juste".

Effectivement, cette "note" est intéressante, mais pas juste. Elle est intéressante parce qu'elle met à nu des conceptions erronées sur les problèmes de la lutte des classes, de même qu'une connaissance tout à fait superficielle des événements de 1886.

Je considère que la question est vraiment trop importante, du point de vue de l'histoire du mouvement ouvrier belge et des leçons qui s'en dégagent pour notre lutte actuelle, que pour ne pas l'approfondir. C'est dans ce but que je vous envoie, ci-après, un complément de remarques sur les articles parus dans le D.R.M. et sur la "note" de la Commission de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE:

1. une remarque, à caractère général, s'impose: la "note" conclut par: "pour notre part, nous n'estimons pas qu'une rectification s'impose dans notre presse, car, quoique l'on puisse penser des articles de notre collaborateur, celui-ci ne met pas en question la ligne politique du parti". Qu'est-ce à dire? Que l'on peut écrire dans notre presse des inexactitudes criantes et construire sur celles-ci des "théories" historiques fausses, sans que nos camarades croient devoir une rectification à nos lecteurs en déclarant que ces erreurs ne mettent pas la ligne politique actuelle en cause? Ce mépris de nos lecteurs me paraît inadmissible! Mais ce qui me paraît plus grave encore, c'est que nos camarades de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE qu'il faut écrire l'histoire en la sollicitant afin qu'elle donne une justification à la ligne actuelle du parti. Le marxisme nous enseigne qu'il faut étudier l'histoire en vue d'en dégager les leçons pour l'action présente (et non le contraire), en vue de comprendre les facteurs devant lesquels l'on se trouve dans leur développement;

2. il me semble que la "note" a tendance à minimiser les erreurs - qu'elle reconnaît - en les qualifiant de "détails". La connaissance correcte des faits de la grande bataille de classes de 1886 est indispensable si on veut en dégager les justes leçons. Il n'est pas douteux que ces faits déterminent, dans une large mesure, la compréhension de cette bataille de classes dans le cadre de la situation économique et politique de l'époque, de même qu'ils aident à comprendre l'évolution du parti socialiste et de son caractère réformiste. Prenons un exemple précis: la direction du P.O.B., au moment où les travailleurs de Wallonie sont dans une bataille acharnée contre toutes les forces de la bourgeoisie belge et que les travailleurs de Flandre



2)

se déclarent prêt à les joindre dans la lutte, que des morts et des blessés tombent en Wallonie sous les balles de la gendarmerie et de l'armée, que des condamnations scandaleuses sont prononcées contre les grévistes, appelle non à l'action mais au calme; elle essaye de détourner l'attention des grévistes, qui veulent du pain et du travail, vers une manifestation pour le suffrage universel qui aurait lieu quelques mois plus tard! Ainsi, les travailleurs en grève doivent attendre ce suffrage universel - revendication politique très importante, sans aucun doute - qui viendra après la deuxième guerre mondiale;

3° il est étonnant de me voir accuser "de porter sur le P.O.B. de 1886 des jugements qui ont acquis une pleine valeur qu'en 1902 et surtout après 1914". Cette opinion est appuyée sur une citation de Lénine. Que je sache, Lénine n'a jamais prétendu être infaillible, il n'a jamais interdit de ne pas être d'accord avec certaines de ses appréciations, surtout lorsqu'il s'agissait de problèmes dont il n'avait pas nécessairement tous les éléments. D'ailleurs, Lénine était très prudent lorsqu'il écrivait que "la première période d'activité du parti (de 1885 à 1902) suscita l'espérance qu'avec le temps, il pourrait se transformer en un vrai parti socialiste", ce qui veut dire que dans cette première période il n'était pas un parti socialiste. Je me permets de vous rappeler l'appréciation de Léon DELSINNE, écrite au moment où il se revendiquait encore du marxisme, au sujet des événements de 1886: "les socialistes ne sont pas plus rassurés car ils prévoient une répression dont leurs organisations encore chétives, pourraient être les premières victimes". Rappelons aussi ce que ANSEELE disait dans son rapport devant le Conseil Général du P.O.B. - et approuvé par celui-ci - au sujet des événements de 1886: "était-elle l'oeuvre d'un peuple, qui savait ce qu'il voulait et ce qu'il faisait? Non!... Le P.O.B. était beaucoup trop jeune pour risquer une telle bataille et notre peuple trop peu préparé, par la parole et l'écrit, pour triompher pacifiquement ou pour vaincre en combattant. La moindre grève exige des milliers de francs en caisse, du pain dans l'armoire de la mère, alors qu'exigerait une grève d'au moins un demi million de pères de famille, qui furent nécessaires pour gagner la bataille?... Un heurt violent entre les classes possédantes et non-possédantes en Belgique, peut être pour les grandes puissances une raison de déclencher une guerre européenne, dans laquelle les forces réactionnaires essayeraient d'écraser les peuples progressistes et d'étouffer la question sociale. Nous ne disons pas, ce sera comme cela; nous craignons que cela soit possible". Et, enfin, citons Jules DESTREE - qui se fera plus tard le glorificateur de Mussolini - "les émeutes de mars 1886, dans le pays de Charleroi, furent comme un coup de tonnerre dans un ciel pur. Mouvement exclusivement spontané, auquel le Parti Ouvrier fut tout à fait étranger". La façon d'utiliser, dans ces circonstances, de la citation de Lénine, me paraît un peu dogmatique. Les faits montrent à suffisance que le P.O.B. était contre la grève et que, loin de faire comme MARX - au sujet des Communards - "être avec ceux qui montent à l'assaut du ciel", il a combattu les grévistes;

4° le mouvement de 1886 était effectivement un "mouvement de révolte spontané et brutal", résultant de la misère profonde des masses travailleuses. Cela peut nous plaire ou nous déplaire, mais les faits sont les faits! Mais les travailleurs luttèrent, adoptant la forme de lutte répondant à la situation objective du moment, cela aussi est un fait. Le devoir du P.O.B. était d'être dans la lutte, avec les travailleurs, s'efforçant de renforcer la lutte et de lui donner une conscience révolutionnaire dans la lutte même. C'est plutôt drôle de voir citer cette phrase d'ANSEELE, comme l'expression de la conscience socialiste, au moment où les ouvriers sont dans la lutte et que d'autres veulent les rejoindre: "notre armée doit se fortifier et si, un jour, nous nous montrons dans la rue, ce ne sera pas pour piller ou pour détruire, mais pour nous rendre maître des hôtels de ville". Nos amis de la Commission de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE ou-



blient seulement que les ouvriers, par dizaines de milliers, étaient dans la rue et se battaient fermes contre l'appareil de répression de l'Etat. Puis-je donner, à la Commission de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE, le bon conseil de revoir ce que Joseph JACQUEMOTTE a écrit, en 1932, lors des grèves des mineurs et des métallurgistes wallons, lors des pillages et des incendies qui ont accompagnés ces grèves; il n'a jamais parlé de pillers ou d'incendiaires, il a rejeté, à juste titre, toute la responsabilité sur la bourgeoisie et son gouvernement. C'est d'ailleurs ce qu'ont fait aussi les 24 communistes qui furent poursuivis pour atteinte à la sécurité intérieure et extérieure de l'Etat. Ils démontrèrent, en même temps, la trahison flagrante des dirigeants du P.O.B. Notre Parti est sorti sérieusement renforcé de cette lutte;

5° on m'accuse de voir "trop abstraitement la question de la solidarité ouvrière". Pour justifier cette accusation l'on écrit: "la solidarité de classes ne peut s'exercer réellement que dans les conditions de l'organisation ouvrière". Donc, puisqu'en 1886 il n'y avait que peu d'organisations ouvrières, pas de solidarité possible??? L'on va plus loin: "la généralisation du mouvement en Wallonie tint surtout à des facteurs objectifs qui jouèrent simultanément dans toutes les régions et non à la solidarité". C'est singulièrement réduire l'importance internationale et nationale des événements de 1886 que d'en parler ainsi. Il est un fait indéniable que ces événements en Belgique étaient le reflet belge d'une situation internationale (voir les grèves de la même époque dans les autres pays de l'Europe occidentale). D'ailleurs, les ouvriers gantois, bruxellois et d'autres régions flamandes réclamaient la grève, manifestaient dans les rues, parce qu'ils subissaient la même misère que les ouvriers de Wallonie, et le mot "solidarité" fut prononcé par eux pour se joindre à la lutte surtout lorsqu'ils apprirent la répression brutale dont les ouvriers wallons étaient victimes. L'attitude des dirigeants du P.O.B. n'avait rien de commun avec un simple conseil "d'éviter les provocations";

6° la présentation de l'attitude de FALLEUR, président de l'Union Verrière, dans l'incendie de la verrerie Baudoux est fautive. D'abord, les ouvriers verriers, en 1886, étaient très mécontents de l'introduction de la mécanisation qui se faisait sur leur dos et plusieurs grèves de verriers ont anticipé le mouvement de 1886. Les mineurs n'ont pas dû faire un grand effort pour entraîner les verriers, comme les métallurgistes d'ailleurs, dans la grève. Cette accusation que ce sont les mineurs qui ont forcé les autres à se mettre en grève, est un argument que l'on trouve régulièrement dans la presse bourgeoise à chaque grève importante. L'attitude de FALLEUR a été expliquée par lui-même à son procès: il a déclaré que, comme rédacteur au journal "Le Peuple" il était venu pour faire le reportage et qu'il avait été entraîné par le groupe de grévistes-manifestants jusqu'à la verrerie Baudoux;

7° j'insiste sur les "certaines expressions" que vous dites "ne pas être heureuses". Il ne s'agit pas tant des "expressions" que des faits! Comment? Des ouvriers mineurs se font remonter, au charbonnage, à 14 heures pour assister à une manifestation; des manifestations, drapeau rouge en tête, débouchent Place St-Lambert, venant de Jemeppe, Ougrée, Seraing, Herstal, etc.; les historiens parlent de milliers d'ouvriers, et nos amis de la Commission de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE trouvent que ce n'est simplement pas heureux d'appeler ces ouvriers "des ouvriers venus en curieux", des "chômeurs vivant d'expédients". J'appelle cela fausser l'histoire et calomnier les grévistes, c'est ce qu'ont fait les historiens bourgeois et social-démocrates, pour les raisons que l'on connaît;

8° bien sûr que l'on peut apprendre quelque chose des historiens bourgeois et social-démocrates, mais ce n'est pas chez eux que j'irai chercher une analyse marxiste de l'histoire. C'est en ce sens que j'ai utilisé les guillemets;



4)

9° je n'ai jamais montré de sympathies pour les anarchistes, mais c'est un fait que c'est "le petit groupe d'anarchistes de Liège" qui a saisi la situation objective pour entraîner les travailleurs, dans les conditions de 1886, dans la lutte. Je constate le fait, sans plus et surtout sans adhérer à l'anarchisme. Je n'aime pas que l'on essaye de me faire dire des choses que je n'ai pas dit et que je ne pense pas. C'est une mauvaise méthode de discussion;

10° j'acte que les Cdes de la Commission de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE reconnaissent que l'auteur s'est trompé en ce qui concerne la condamnation d'ANSEELE; l'interdiction de la manifestation de Liège par l'administration communale était niée dans le texte de l'article; quant à la date de la grève de "La Concorde", il n'est pas exact que seul Louis BERÉ TRAND la met au 17 mars 1886, voici:

"Les Fastes du Parti" (Denise De Weerd: 1886, l'année terrible. Analyse de l'état de la société)

"Comme les mineurs d'un charbonnage de Jemeppe s'étaient mis en grève la veille du 18 mars, l'autorité communale liégeoise se méfiait fortement du meeting, d'autant plus que les bruits circulaient que les grévistes de Jemeppe y assisteraient. Le 18 mars, l'autorité communale interdit tout rassemblement, ce qui n'empêcha pas des centaines de mineurs des environs de se retrouver le soir à Liège et d'y former un cortège précédé du drapeau rouge".

"Bien que la situation fût encore assez tendue au début du mois d'avril, il n'y eut plus de troubles réels. La grève qui s'était étendue jusqu'au Pays de Herve, Alost et Tournai, s'éteignit lentement. C'est que le P.O.B. conseilla le calme, aussi bien à Gand, qu'à Anvers, Bruxelles, Verviers et Liège. Le Conseil Général publia un "Manifeste au Peuple Belge" dans lequel il attirait l'attention des travailleurs sur le fait qu'ils devaient faire tendre leurs efforts à l'obtention du suffrage universel et mettait également, pour la première fois, l'accent sur l'idée de la "grève".

"Le Parti Ouvrier Belge" - Des origines à 1894 (Léon Delsinne)

"Une grève à éclaté le 17 mars dans un charbonnage" à Jemeppe.

"Cent ans d'histoire sociale en Belgique" (B.S. Chlepner)

"La veille, une grève éclata dans un charbonnage près de Liège. Le jour de la manifestation, le bourgmestre de Liège pris un arrêté interdisant toute réunion de plus de cinq personnes dans les rues et places publiques".

11° l'objet de l'article du D.R.M. c'était la grève de 1886, me répond on lorsque je pose la question des origines de cette grève, dont on ne parle pas dans l'article en question ce qui me paraît une erreur. Mais pourquoi, dès lors, la "note" s'étend elle si longuement sur le rôle ultérieur du P.O.B.? Pour découvrir coûte que coûte des divergences, car cela paraît bien être une préoccupation majeure de la "note"? Utilisent cette méthode ceux qui ne sont pas très sûrs de ce qu'ils avancent en vue de fuir la discussion. Malgré que cela n'était pas le propos de l'auteur et du Magazine et que l'article doit être jugé en fonction de son but" - comme dit la "note" - je m'en voudrais de ne pas répondre à la question P.O.B. Après la dissolution de l'Internationale, les groupes socialistes existants ont accentués leurs cours vers le réformisme, sous l'impulsion des ANSEELE, BERTRAND, VOLDERS, etc. Les discussions de congrès, lors de la constitution du P.O.B., témoignent clairement de cette orientation, qui allait s'aggraver dans les années suivantes et la scission qui s'est produite en 1887 (Defuisseaux-Demblon) sous l'accusation de trahison, le soulignent. Cela veut-il dire que l'existence du P.O.B. est entièrement négative? Il serait ridicule de le prétendre! C'est un fait indéniable que le P.O.B. prit l'initiative de l'organisation de la classe ouvrière belge, qu'il a déve-

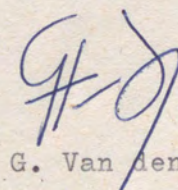


5)

loppé l'action politique de la classe ouvrière belge et, qu'en ce sens, il a rendu d'énormes services à celle-ci. Mais cette constatation ne peut conduire à fermer les yeux sur le caractère profondément réformiste qui a toujours caractérisé l'activité du P.O.B. Les grèves générales politiques pour le suffrage universel ont toujours été imposés par les travailleurs aux dirigeants du P.O.B., ceci est prouvé par les rapports des congrès du P.O.B. et par les écrits des dirigeants socialistes eux-mêmes. Ne pas voir cela, équivaut à se condamner à ne pas savoir expliquer le caractère et la politique du P.S.B. aujourd'hui.

Je ne sais pas si ce qui précède rencontrera votre accord. Je vous propose la tenue d'un colloque, sous le patronage de la Fondation Joseph JACQUEMOTTE, sur les événements de 1886 et de ses conséquences pour le mouvement ouvrier belge. Je pense que cela rendra service au Parti.

Avec mes fraternelles salutations.



G. Van den Boom.



4

Bruxelles, le 18/11/63

Cher Claude,

Quelques indications pour te permettre de répondre à la lettre de VdB et pour arrêter cet échange de lettres qui devient byzantin.

Je répondrai point par point.

n° 1. (j'y reviendrai en conclusion)

n° 2. Différant d'optique quant à l'interprétation de 1886, je ne peux répondre à ce point de vue qui formulé tel<sup>serait</sup> quel ~~est~~ juste, si le point de départ, c'est-à-dire l'interprétation l'était également. Mais retenons que VdB établit une contradiction entre d'une part ce que révèlent les grèves de mars 1886 et d'autre part l'action du P.O.B. pour le S.U., action entamée dès août 1885 et dont l'objectif était une manifestation nationale pour obliger le gouvernement à accorder le droit de vote à la classe ouvrière. Le point de rupture est exprimé de cette façon par VdB, la direction du P.O.B. essaie de détourner l'attention des grévistes qui veulent du pain et du travail, vers une manifestation pour le S.U."

Conclusion; le P.O.B. trahit l'aspiration de la classe ouvrière!!!

n° 3. Je te laisse le soin de répondre, n'ayant pas le texte de la note!

Mais je retiens; le P.O. . est contre la grève, alors qu'il aurait dû la soutenir un peu comme Marx a soutenu la commune de Paris, malgré la critique qu'il en fit. Le P.O.B., en conclusion, n'a pas adopté l'attitude qui convenait à un parti de classe

n° 4. Comme le dit VdB, "le devoir du P.O.B. était d'être dans la lutte ~~xtxtxdexixdxxxx~~ avec les travailleurs, s'efforçant de renforcer la lutte et de lui donner une conscience révolutionnaire dans la lutte même".

Il ne devait pas, en conséquence, appeler au calme et offrir un autre mot d'ordre. Il ne devait pas faire la critique des erreurs ouvrières - incendier une usine - afin de lui montrer la voie - prendre d'assaut les hôtels de ville" pour s'emparer du pouvoir politique de la bourgeoisie.

Remarquons ici l'erreur que fait VdB: le P.O.B. n'a jamais parlé d'incendiaires et de pilleurs, mais